ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1512 - 27 juin 1997 - prix : 9 F

Pour imposer au patronat et au gouvernement : arrêt des licenciements, créations d'emplois, hausse des salaires

NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES !

Sommet de la Terre

LA PLANÈTE MALADE DU PROFIT

page 16

SOMMAIRE

Leur politique

4 – Future conférence sur les salaires et aides au patronat

5 – Le PC et l'augmentation du SMIC
– Enseignement : le vent de la «réforme»
– Un communiqué de Lutte Ouvrière à propos des déclarations de Jospin

6 – La refonte des allocations familiales

7 – Au Bourget, Jospin et Chirac volent de conserve
– Inquiétante COGEMA
– Le SMIC monte un peu… le nombre des smicards beaucoup

Tribune

6 – Demain ça ira mieux… pas avec Jospin mais contre lui

Dans le monde

8 – Hong Kong : les anglais s'en vont…
– Cambodge : à propos de la sortie de Pol Pot

9 – Centrafrique : l'armée française à l'œuvre
– Des millions de réfugiés en Afrique

10 – Le G8 à Denver
– «Guerre» des fromages

11 – Espagne : la démission de Felipe Gonzalez
– Les trusts américains du tabac achètent l'impunité

16 – Sommet de la Terre

Dans les entreprises

12 – GEC Alsthom SES – Stains (Seine-Saint-Denis)
– Alcatel-Câble – Salles-du-Gardon près d'Alès

13 – Pechiney Aluminium – Dunkerque
– Rhône-Poulenc Chimie – Pont-de-Claix (Isère)

14 – Communaux de Gravelines
– CHU (Angers)
– DDE de l'Isère

Il y a cinquante ans

15 – États-Unis, juin 1947 : la loi Taft-Hartley contre le droit syndical

QUAND HUE REGARDE LE PASSÉ DE SON PARTI

Robert Hue tient à montrer que le PCF a changé. Et pas seulement dans l'apparence de son dirigeant, jovial, convivial, un homme que l'on «*prendrait volontiers en auto-stop*» comme a pu dire un politicien de droite. Selon Hue, le PCF a, ou aurait changé, car il serait devenu démocratique, ouvert. Le PCF a changé de vocabulaire, c'est ainsi qu'il dit «*les gens*» pour ne plus dire les travailleurs ou la classe ouvrière. Il appelle à des rencontres «*citoyennes*». Il est «*à l'écoute*». Il ne veut plus imposer son point de vue mais en «*débattre*». Bref, il se serait débarrassé de sa vieille peau stalinienne pour se parer des plumes multicolores du social-démocrate, fournée d'après l'effondrement du mur de Berlin.

Hue avait déjà, à plusieurs reprises, laissé entendre qu'il n'approuvait pas telle ou telle attitude du PCF dans les années 1956-90. Maintenant c'est avec une certaine solennité que Hue revient sur les erreurs du Parti. A l'occasion d'une «*rencontre fraternelle*», suscitée par Kriegel-Valrimont et la Fédération de Lorraine, il vient de déclarer, en parlant des exclus du Parti : «*Ce fut un immense gâchis pour tous les communistes que de vouloir régler leurs différences par l'alignement inconditionnel sur un point de vue réputé infaillible a priori, et en attaquant les camarades concernés dans leur intégrité d'êtres humains…*»

«*Le PCF* – a dit Robert Hue – *assume la totalité de son histoire. Il assume par conséquent le poids des erreurs qu'il a commises et dit à ceux dont la vie a été bouleversée qu'il condamne sans appel les comportements qui leur ont fait tant de mal*».

«*Le PCF est le meilleur parti stalinien*», se vantait autrefois Maurice Thorez. Il faut croire que c'est aussi le plus lent à bouger. Et la déclaration d'Hue témoigne de cette lenteur, car il remet en cause le fonctionnement interne du Parti, pas ses choix politiques. Alors il peut peut-être remettre en cause certains comportements, certaines exclusions d'opposants, qui eux non plus ne remettaient nullement en cause le fond de la politique du PCF. Mais ce n'est qu'un aspect des choses.

Seule une critique révolutionnaire pourrait vraiment dénoncer les calomnies, les assassinats, les crimes politiques et physiques dont le PCF s'est rendu coupable dans les années 1935-45 à l'égard de tous ceux qui le contestaient sur sa gauche. Or Robert Hue n'a rien d'un révolutionnaire. Il est un social-démocrate issu du PCF. Son évolution ne va que dans un sens : la recherche de la respectabilité aux yeux de ses partenaires politiques bourgeois.

On ne sait si cela suffira à le blanchir aux yeux des sociaux-démocrates et de leurs amis du gouvernement. Pour les révolutionnaires, c'est un dérisoire retournement : Hue demande peut-être pardon aux exclus du Parti, mais dans la voie du renoncement révolutionnaire, il persiste et signe.

Colette BERNARD

LUTTE DE CLASSE n°28 (été 1997) est parue

Au sommaire :

- **France** : Après les législatives
  Les résultats de l'extrême gauche trotskyste
- **Grande-Bretagne** : Après la chute des conservateurs, le bilan du «moins d'État»
- **Ile-de-la-Réunion** : La grève des fonctionnaires et la politique du Parti Communiste Réunionnais
- **Russie** : Un régime qui s'installe dans l'instabilité et le chaos
- **Tribune de la minorité** : Le PS et le PC sont au gouvernement, le Front National est en embuscade
- **Documents** : Lutte Ouvrière et l'extrême gauche dans les élections législatives

Prix : 10F – Envoi contre 12F en timbres

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

NE COMPTER QUE SUR NOUS-MÊMES

Pour faire « social », lors de sa déclaration de politique générale, le nouveau Premier ministre a trouvé une solution économique : annoncer qu'il allait supprimer les allocations familiales aux gens qui bénéficient de revenus importants.

Le principe n'est, en lui-même, pas contestable. Les nantis de la société n'ont pas besoin de ces allocations pour élever leurs enfants. Mais quand on place la barre à 25 000 F de revenus mensuels pour un couple, ce ne sont pas seulement les riches que l'on vise, c'est aussi toute une fraction de la population laborieuse, pour laquelle cela entraînerait une baisse sensible de son niveau de vie.

Et puis surtout, tout dépend de ce que fera Jospin de l'argent ainsi économisé. Mais il se garde bien de le dire et, à part cette précision sur les allocations familiales qui a fait couler beaucoup d'encre, il préfère rester dans le flou. D'après bien des commentateurs, le Premier ministre semble avoir placé sa politique sous le signe de la fidélité aux engagements pris durant la campagne électorale. Mais si c'est vrai, c'est uniquement parce qu'il ne s'était engagé pratiquement à rien vis-à-vis des travailleurs, et il n'y a donc pas de quoi se réjouir.

Il y a certes eu une augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, par rapport à ce qu'elle était sous le gouvernement Juppé... mais au niveau de ce qu'elle était sous Balladur. Et comme cette allocation ne tombe qu'une fois par an, cela ne coûte pas cher à l'État.

Le fameux coup de pouce au SMIC qu'on nous présentait à l'avance comme un signe du « changement », s'est réduit à un maigre 4 % d'augmentation, c'est-à-dire exactement la même chose que ce que Chirac avait fait en arrivant à l'Elysée.

Quant à une augmentation des salaires qui sont supérieurs au SMIC, il n'en a même pas été question. La réduction du temps de travail, on verra plus tard. Des mesures concrètes pour lutter contre le chômage ? On verra plus tard aussi. Pour tout ce qui est vital et urgent pour des millions de travailleurs, Jospin n'est pas pressé. Il a, dit-il, toute une législature devant lui. Ce n'est même pas « demain on rase gratis ». C'est « dans cinq ans, on verra ce qu'on a pu faire ».

Tout en disant regretter que Jospin n'ait pas fait mieux pour le SMIC, les députés du Parti Communiste Français (à une exception près) ont malgré tout fait mine de trouver dans cette déclaration suffisamment d'éléments positifs pour voter la confiance au gouvernement.

Mais cette déclaration de Jospin, comme l'attitude des élus du PCF, n'a pu surprendre que ceux qui nourrissaient des illusions sur ce que ferait la gauche au gouvernement.

On ne peut pas combattre le chômage et ses méfaits, sans s'en prendre aux profits capitalistes. Or ce n'est ni dans les intentions de Jospin ni dans celles de ses alliés. Au salon du Bourget, le Premier ministre est allé assurer Dassault et ses pareils qu'il défendrait les intérêts de « l'aéronautique française », c'est-à-dire les leurs. Et il n'y a pas que les intérêts des avionneurs qui préoccupent Jospin. Il y a ceux de l'ensemble des grands patrons, aux yeux desquels il veut apparaître comme un gérant loyal et efficace de leurs intérêts, agissant pour leur permettre de maintenir leurs profits, en imposant au besoin de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Quant au chômage, dont Jospin sait que son évolution conditionnera les résultats de son parti lors des futures échéances électorales, il se contentera de faire comme tous les gouvernements qui l'ont précédé depuis le début de la crise : des vœux pour que vienne enfin une reprise économique qui amènerait la création d'emplois, tout en étant prêt, si comme il est probable elle n'est pas au rendez-vous, à céder la place dans quelques années au nom de l'alternance.

Alors, il faut voir les choses en face : si nous voulons que des mesures soient prises pour empêcher les entreprises de supprimer des emplois, alors même qu'elles réalisent des bénéfices, comme Electrolux ; si nous voulons que des mesures soient prises pour créer réellement les innombrables emplois qui manquent dans les services publics utiles à la population ; si nous voulons voir nos salaires rattraper le retard qu'ils ont accumulé au cours des quinze dernières années ; il nous faudra imposer tout cela au patronat et au gouvernement.

MEETINGS avec Arlette LAGUILLER

CALAIS
(Nord)
Mardi 8 juillet
à 20 h
Salle Paul-Caron
2, rue de Marguerite

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
(Ardennes)
Mercredi 9 juillet
à 20 h 30
Hôtel-de-Ville de Mézières
Place de l'Hôtel-de-Ville

BOURG-EN-BRESSE
(Ain)
Jeudi 10 juillet
à 20 h 30
Salle du Vox
11, rue Paul-Pioda

En bref

BONNE COMPAGNIE

Jospin annonce que dorénavant l'État ne déviera plus le cours de la justice, mais le ministre belge de la Justice proteste car la France n'a toujours pas fourni certaines pièces relatives à la plainte contre Dassault pour pots-de-vin, même si son mandat d'arrêt international a été levé. Mieux que ça, Jospin s'est affiché au salon du Bourget avec Dassault, après que Chirac et même Gayssot en eurent fait autant.

Que voulez-vous, quand on regarde les avions, on ne voit pas les dessous-de-table.

LES DÉCHETS SONT MIEUX TRAITÉS

L'arrêt annoncé de la centrale nucléaire Superphénix, pour cause de gaspillage financier, a provoqué le désespoir et la colère parmi les salariés qui y travaillent.

Les patrons des entreprises qui ont construit, entretenu et réparé Superphénix, ont largement gagné dans cette affaire. Même lorsqu'ils ont fourni des pièces défectueuses. Les financiers aussi. Et ils gagneront encore énormément dans le démantèlement. Et les seuls qui seraient laissés de côté seraient les salariés, qui ne sont strictement pour rien dans ce gâchis ? Même les déchets nucléaires sont mieux traités !

EAUX TROUBLES

Les sociétés de distribution d'eau se plaignent de leur mauvaise image. Évidemment : les prix ont augmenté de 56 % en cinq ans. Pour améliorer sa réputation, la Générale des Eaux a donc organisé les 21 et 22 juin une opération portes ouvertes dans une centaine de ses installations en France.

On aimerait mieux une véritable transparence sur les comptes des compagnies des eaux et des municipalités !

ADORATEUR DES EAUX D'OR

Tous ceux qui, par le simple fait d'ouvrir leur robinet, ont financé la Lyonnaise des Eaux, sauront qu'ils n'ont pas cotisé en vain. Cette société a fusionné avec la Compagnie de Suez, issue à l'origine d'un certain canal (l'eau, déjà !). L'ensemble « pèse » 210 milliards de chiffre d'affaires et des bénéfices en proportion.

Son président est Jérôme Monod, dont le nom est cité dans les affaires de pots-de-vin (d'eau, pardon) avec les élus municipaux, et le vice-président un certain Jean Gandois, dirigeant du CNPF. Voilà qui s'arrose !

LES JEUNES ONT DE L'AVENIR

Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, a des idées pour contrer le chômage. Non pas de faire créer par l'État directement de vrais emplois dans le bâtiment, les services publics, comme il aurait les moyens de le faire, mais en faisant « émerger de nouveaux métiers ». Par exemple « accompagnement scolaire des enfants en difficulté » ou assurer la sécurité par des « agents d'ambiance ».

Depuis les « petits boulots » de Raymond Barre, les ministres successifs redisent les mêmes choses mais en plus farfelu. Le prochain proposera peut-être « laceurs de lacets » et « colleurs de timbres » ?

FERMEZ LES YEUX ET PAYEZ

Le gouffre du Crédit Lyonnais serait bien plus important que prévu. Annoncé au début pour sept milliards, il a grimpé à 50, puis à 130 milliards. Cela représenterait quelque 6 000 francs par famille. Mais on ne cherche pas à savoir ce qu'est devenu l'argent.

N'importe quel citoyen qui passe en commission de surendettement doit fournir tous ses comptes. Alors pourquoi pas les banquiers et leurs complices ?

La « conférence sur les salaires » en préparation

DE NOUVEAU LES AIDES AU PATRONAT ?

Pour ce qui concerne les salaires, Jospin, dans son discours-programme s'était contenté d'annoncer, pour le 1er juillet, une hausse du SMIC de 4 %, le même pourcentage qu'à l'arrivée de Chirac-Juppé en 1995. Et, pour les autres salaires, tout est renvoyé en septembre quand se tiendra la fameuse conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail.

Gandois, le représentant du patronat (CNPF), n'a pas attendu septembre pour peser sur le nouveau gouvernement. Il vient de rappeler qu'il « *n'a jamais été favorable à une relance de la consommation par les salaires* ». Et il a indiqué qu'il souhaitait que la conférence sur les salaires tienne compte des supposées difficultés « *qu'éprouveraient les entreprises françaises face à la concurrence* », si les hausses de salaires ne recevaient pas de compensations.

Martine Aubry, ancienne collaboratrice de Gandois chez Péchiney, et qui a la charge d'organiser la conférence de septembre, a bien reçu le message. Elle avait pris rendez-vous lundi 23 juin avec les représentants des syndicats et ceux du patronat, et à cette occasion, elle a donné quelques indications sur ce qu'elle envisageait pour la rentrée.

Elle a précisé que la conférence de septembre avait pour but de « *favoriser la création d'emplois, sans alourdissement excessif des charges, tout particulièrement s'agissant des entreprises de main-d'œuvre* ». Et, dès maintenant, elle a annoncé que « *l'État s'engage à apporter son appui, notamment financier, de façon à éviter une perte de compétitivité pour les entreprises* ». Et revoilà les sempiternelles « aides aux entreprises », qui ne créent jamais d'emplois, qui montrent le bout du nez. Cela n'a pas empêché le représentant du patronat, Pineau-Valencienne, présent à cette réunion, de continuer de dénoncer « *tout ce qui est de nature à augmenter le coût du travail* ».

C'est pourquoi, évoquant la poursuite de la réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux, la ministre a indiqué qu'il s'agit de « *rendre moins coûteux le travail* » et de « *mieux équilibrer les prélèvements entre revenus du capital et revenus du travail* », ce qui devrait conduire au transfert progressif des cotisations salariales d'assurance-maladie sur la contribution sociale généralisée. On évoque un nouveau taux de 7,5 % pour la CSG.

Elle a, en outre, précisé que la réduction du temps de travail serait « *significative* » sans la chiffrer mais n'a pas dit un mot sur le programme d'embauche de 700 000 jeunes promis par le PS. Enfin, elle a exhorté les branches industrielles qui payent leurs salariés avec un lance-pierres, à faire un « *effort* ».

Martine Aubry recevant des représentants syndicaux et patronaux, le 23 juin, au sujet du SMIC.

AFP

Parmi les syndicats présents, la CFDT n'a pas dit grand-chose, au nom certainement du « *qui ne dit mot consent* ». La représentante de FO a souhaité que le SMIC reçoive un nouveau coup de pouce en septembre pour qu'au total la hausse soit de 6 ou 7 %. Elle a dit également ses craintes de « *voir pérenniser la loi de Robien* » car les sept ans d'exonérations des charges que cette loi autorise aux patrons qui s'en servent, « *c'est la casse de la Sécurité sociale* ». Dénonçant elle aussi la faiblesse de la hausse du SMIC, la représentante de la CGT a invité « *les salariés à se mobiliser immédiatement pour des augmentations de salaires et la réduction de la durée du travail* ». Une invite dont on aimerait qu'elle ne soit pas seulement destinée aux réunions avec ministre.

Jacques FONTENOY

Le PC et l'augmentation du SMIC

PREMIÈRE COULEUVRE...

Le fait que Jospin n'ait décidé qu'une augmentation du SMIC se limitant à 4% n'a pas empêché l'ensemble des députés du PCF à une exception près – Gremetz qui s'est abstenu – de voter la confiance au gouvernement.

Pourtant, durant la campagne électorale, le PCF avait à son programme une augmentation de 1000F du SMIC. Cette revendication était en retrait par rapport à ce qu'il défendait avant la campagne, à savoir une augmentation générale de tous les salaires, et pas seulement du SMIC. À la veille de son entrée au gouvernement, la revendication concernant le SMIC avait encore rétréci, passant à 500F.

Or, aujourd'hui, ce que Jospin propose correspond à 250F d'augmentation brut, soit 200,70F net. Mais c'est à la loupe qu'on cherche dans *L'Humanité* les critiques ! *L'Humanité* du 20 juin présentant les réactions à l'Assemblée nationale écrit : «*... les communistes n'ont pas caché leur désappointement à l'annonce d'une augmentation du SMIC limitée à 4%. Pour leur part les députés socialistes n'ont pas ménagé l'expression de leur soutien, rejoints à plusieurs reprises par leurs collègues communistes. C'est d'ailleurs ensemble qu'ils ont salué debout le Premier ministre à l'issue de son intervention*». Le «*désappointement*» des députés communistes n'a donc pas altéré leur soutien. Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée a expliqué : «*Nous, communistes, nous sommes partie prenante de la majorité, non pour des raisons politiciennes mais parce que nous voulons le bonheur de notre peuple...*». Plus loin, il en rajoute : «*Nous ne sommes pas là dans l'attente d'un faux pas ou l'œil rivé sur le rétroviseur... La priorité c'est de faire reculer le chômage avec une croissance impulsée par l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4% – je pense qu'elle aurait dû être un peu plus élevée – du RMI, des salaires, des pensions, des allocations familiales, des aides personnelles au logement...*» C'est le seul bémol : l'augmentation aurait pu être «*un peu plus élevée*», pas deux fois, pas quatre fois plus, seulement un peu plus. Et il ose parler d'une « croissance impulsée»... par 200F de plus sur le salaire de 2 millions 200000 smicards

En fait les autres déclarations des dirigeants du PC sont de la même eau. Et à chaque fois qu'une très légère réserve est émise, elle est assortie d'une affirmation du soutien à Jospin.

Les dirigeants du PCF parviendront-ils à faire accepter leurs contorsions auprès de leurs militants? C'est bien difficile à dire, même si parfois, lors de ce que le PC nomme des «rencontres citoyennes», des militants ont demandé pourquoi le PC était passé de 1000F à 500F pour finalement accepter 200F

Jospin ne se montre pas gêné par les timides réserves des dirigeants du PCF. Il sait que ces remarques leur servent d'alibi, et de soupape au désappointement sincère que les militants et les sympathisants expriment. En réponse au discours de Bocquet, le Premier ministre est venu à son secours : «*Je comprends que vous puissiez regretter que ces augmentations soient à vos yeux trop faibles. J'ai appris de mes fonctions ministérielles que les syndicats préfèrent obtenir quelque chose par le résultat de la discussion, de la négociation que de le voir octroyer par le pouvoir politique. Nous sommes inscrits dans cette demande*» Le PCF s'est aussitôt emparé de la perche, en concluant dans *L'Humanité* du 20 juin : «*Est-ce à dire qu'une marge existe pour la négociation au-delà de l'annonce faite?*»

Les dirigeants du PCF ne croient pas eux-mêmes à ce qu'ils disent. Alors pourquoi les militants et les travailleurs devraient-ils les croire?

Aline RETESSE

«Réussir»? Une fois de plus, c'est mal parti...

LO

UN COMMUNIQUÉ DE LUTTE OUVRIÈRE

Commentant le discours de Lionel Jospin, à l'Assemblée le 19 juin 1997, Arlette Laguiller a déclaré au nom de Lutte Ouvrière :

«Tout ce qui est urgent pour les travailleurs ne l'est donc pas pour Lionel Jospin. Les salaires, le chômage, les licenciements en cours, la pauvreté, Jospin verra plus tard. Il a cinq ans devant lui, dit-il, mais c'est du lendemain qu'ont peur des milliers de travailleurs d'Electrolux, de Renault, de Peugeot et de dizaines d'entreprises dans le pays. Jospin n'a rien d'autre à leur dire que de se contenter d'une aumône d'environ 200F net sur le SMIC.

Ceux des militants du Parti Socialiste et du Parti Communiste qui ont cru que les mots creux de leurs dirigeants étaient des promesses et qui se sont engagés lors de la campagne électorale auprès de la population laborieuse, ne peuvent que se sentir trahis et bafoués. Jospin s'en moque. Robert Hue n'a pas applaudi mais, lui, savait à l'avance ce que ne ferait pas le gouvernement.

Mais à trop mentir et à trop se déconsidérer auprès des travailleurs tous ces gens-là ne peuvent que se préparer des lendemains orageux, agités et mérités.»

Enseignement

FAUTE DE CHANGEMENT, CE SERA DU VENT

Comme tout ministre de l'Éducation nationale qui se respecte, celui de Jospin, Claude Allègre, veut lui aussi «sa» réforme de l'enseignement.

Il parle (mais lequel de ses prédécesseurs ne l'a pas fait, à commencer par Jospin lui-même quand il occupait ce poste il y a quelques années?) de faire rentrer les «nouvelles technologies» dans les lycées et écoles, sans dire toutefois avec quel argent les équipements nécessaires seront financés.

«*L'école de Jules Ferry est dépassée*», s'exclame Allègre, ajoutant qu'«*il faut casser la hiérarchie sociale formée à vingt ans par les diplômes*». Peut-être M. le Ministre devrait-il se pencher d'un peu plus près sur ses dossiers? Il découvrirait alors que la «hiérarchie sociale», comme il dit, se forme bien avant vingt ans, ne serait-ce que parce que rares sont les enfants des classes pauvres qui peuvent se payer le luxe d'être encore à l'école à vingt ans! Et que même pour la petite minorité qui y parvient, ce n'est pas pour autant que ces fameux diplômes leur ouvrent la porte d'un emploi, sans même parler de promotion sociale. Combien de titulaires de licences aux intitulés ronflants se retrouvent au bout du compte à faire la queue pour un CDD de vendeur, voire de manutentionnaire?

Mais, surtout, Allègre part en guerre contre les errements passés. Il faut, dit-il, «*débureaucratiser*» l'enseignement, «*dégraisser le mammouth*». Et nous voilà en plein dans le vif du sujet. Il faut croire qu'Allègre trouve excessif l'effectif de l'Éducation nationale (juste au-dessus du million, tous personnels confondus) et que c'est là sa vraie cible.

En fait de «débureaucratiser», tout ce que propose Allègre, c'est d'augmenter les pouvoirs des recteurs – donc des pontes de cette machine bureaucratique qu'il dénonce – en matière de nomination et de transfert d'enseignants, encore un vieux projet de l'ex-ministre Jospin. Il ne parle pas (pas encore) de supprimer des postes d'enseignants, mais, toujours comme l'avait fait Jospin, il s'en prend à ceux d'entre eux qui, pour une raison ou une autre, ont un service moins chargé que les autres. Comme il serait commode d'augmenter les horaires de ces prétendus «privilégiés» et de diminuer d'autant les effectifs enseignants! Alors que s'il s'agissait d'améliorer la qualité de l'enseignement, c'est à toutes les catégories d'enseignants qu'il faudrait étendre ces allégements de service.

Même pour les « zones d'éducation prioritaires» des banlieues pauvres, il n'est pas question de créer des emplois d'enseignants. Allègre parle de la création de «*beaucoup plus de dix mille emplois-jeunes*» pour «*l'aide à l'étude, à l'animation et à l'encadrement sous la coordination des enseignants*», emplois qui seraient «*gérés par les associations*», bref des emplois au rabais qui permettront de se donner bonne conscience sans rien résoudre.

Car bien sûr, ce n'est pas une quelconque réforme de l'école qui peut effacer la profonde crise sociale à laquelle les jeunes sont confrontés constamment, et plus particulièrement quand ils en sortent. Et Allègre le sait bien. Mais l'important, ce n'est pas de changer les choses, c'est d'avoir l'air de faire quelque chose, et surtout que cela ne coûte rien. Et ce qu'il y a de moins cher sur le marché, c'est encore le vent.

F. R.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

DEMAIN ÇA IRA MIEUX... PAS AVEC JOSPIN MAIS CONTRE LUI

La déclaration de politique générale de Jospin devant les députés a au moins le mérite d'être claire : il ne s'était engagé à rien auprès des travailleurs pendant la campagne électorale, il ne donne pratiquement rien au lendemain.

Le SMIC ne sera revalorisé que de 4 % au 1er juillet, soit quelque 200 F net. L'augmentation minimum, compte tenu de la hausse des prix, devait être de 1,74 %, c'est-à-dire 87 F. La différence, sera donc inférieure à 120 F, voilà pour le « coup de pouce ». Pour les autres salaires, rien.

Plus le SMIC progresse et plus le nombre de smicards augmente, les statistiques le constatent. Et comme en dessous de 1,33 fois le SMIC les patrons ont des réductions de charges sociales, plus le SMIC monte et plus les patrons sont exonérés. Globalement l'opération ne leur coûtera donc rien, mais elle sera financée par le budget ou par la Sécurité sociale, c'est-à-dire finalement par les travailleurs dans leur ensemble.

4 % d'augmentation du SMIC, c'est ce que Chirac avait lui-même accordé après son élection. Alors pour un signe fort, c'en est effectivement un... mais plutôt fort de café !

Le reste des mesures annoncées se résume au passage de l'allocation de rentrée scolaire à 1600 F (Balladur l'avait portée de 420 F à 1500 F, Juppé l'avait ramenée à 1000 F en 1996). En échange de quoi le gouvernement supprimera les allocations familiales pour les familles dont les revenus dépassent 25 000 F par mois. Par esprit de justice ? Sûrement pas. Les familles pénalisées ne sont certes pas les plus défavorisées, mais ce n'est pas vraiment les riches qu'on va faire ainsi payer !

Des économies à faire il y en aurait d'autres. Deux jours après sa déclaration, Jospin paradait avec Dassault au salon du Bourget, où il a promis que le programme d'achat des avions Rafale ne sera pas réduit. Un programme qui pourtant, selon la Cour des Comptes, coûtera 224 milliards à l'État. Soit en gros de quoi payer à lui seul le SMIC à 3 millions de chômeurs pendant un an sans contrepartie !

Quant aux 35 heures dont Jospin avait parlé – Mitterrand aussi, il y a 16 ans – il se donne encore cinq ans pour y arriver. Avec une « Conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail » réunie à l'automne, puis avec des négociations branche par branche, où il sera davantage question de temps partiel volontaire ou de flexibilité des horaires que de vraie réduction du temps de travail. On meublera les calendriers syndicaux. Mais on ne contraindra pas un seul patron et on ne créera pas un seul emploi. Les nouveaux plans de licenciements eux n'auront pas attendu pour tomber.

A Renault, Schweitzer n'attendra pas cinq ans, ni même cinq mois, pour mettre à la porte les ouvriers de Vilvorde. L'échéance a juste été reculée d'un mois. L'expert devrait rendre son verdict en juillet. Le couperet tombera quand les ouvriers des autres usines Renault partiront en vacances. L'été, c'est la bonne saison pour les coups bas. Peugeot, Electrolux se sont déjà mis sur les rangs, sans parler des plans déjà en cours dans les arsenaux, à Alcatel et ailleurs.

Bas salaires, chômage et misère croissante pour une partie de la population, elles sont là les urgences. Mais Jospin s'est donné pour mission principale de lanterner les travailleurs. Car il n'est question pour lui ni d'augmenter les salaires, ni d'interdire les licenciements. Pas plus qu'il n'est question de créer des emplois là où l'État pourrait directement le faire, dans les services publics là où ils seraient utiles. Tout au plus a-t-il affirmé qu'il n'en supprimerait pas... cette année. Mais les plans de restructurations et de suppressions de lits dans les hôpitaux, entrepris par son prédécesseur, ne sont pas remis en cause, pas plus que la réforme de la SNCF à laquelle les cheminots sont opposés. Et il a laissé la porte ouverte aux privatisations des Télécoms et d'Air France.

Non les travailleurs, les chômeurs, n'ont pas les moyens d'attendre. Et ils n'ont pas à se laisser endormir par ceux qui, dans les partis de gauche ou les directions syndicales, soutiennent Jospin, en osant parler « d'avancées » à propos d'un tel programme.

Editorial des bulletins d'entreprise « l'Etincelle » du lundi 23 juin 1997

Leur politique

La refonte des allocations familiales

POUR FAIRE QUOI DE L'ARGENT ?

« *Il y a dans notre société quelque chose d'aussi absurde qu'injuste. Nous n'avons globalement jamais été aussi riches, et pourtant des milliers de personnes dorment dans la rue, renoncent à se soigner faute d'argent, des enfants ne peuvent même plus fréquenter des cantines scolaires. La crainte de l'avenir se fait toujours plus forte. C'est cette spirale qu'il faut briser* ». Ainsi parlait Jospin, jeudi 19 juin à l'Assemblée en présentant son « *pacte de développement et de solidarité* ». Quel culot et quel cynisme car ce ne sont pas le relèvement de 4 % du SMIC, exactement ce qu'avait fait Chirac en arrivant au pouvoir, ni le relèvement de la prime de rentrée scolaire à 1 600 F – tout juste 100 F de plus que ce que Balladur avait accordé – ni la suppression des allocations familiales aux familles gagnant plus de 25 000 F par mois, qui briseront la spirale de paupérisation dans laquelle sont effectivement absorbés, chaque jour, des milliers de travailleurs supplémentaires.

Parmi ces mesures, la suppression des allocations familiales aux foyers gagnant plus de 25 000 F par mois est celle qui a fait couler le plus d'encre. Elle a soulevé un tollé de protestations des associations de familles et, flatterie de l'électorat oblige, la montée au créneau de l'opposition. Par les voix de Martine Aubry et de Catherine Trautmann, le gouvernement a opéré un recul en déclarant que rien n'était encore fait, qu'il allait falloir discuter, se concerter...

Certes on ne va pas pleurer sur les familles les plus riches. Elles n'attendent pas avec angoisse leur chèque de 671,60 F – montant de l'allocation dans ce cas – pour payer la cantine de leurs deux enfants ou boucler les fins de mois. Il est même révoltant qu'une famille gagnant chaque mois des centaines de milliers de francs, perçoive des caisses d'allocations familiales, pour peu qu'elle ait quatre enfants, près de 30 000 F par an pour alimenter son compte en banque. Et que dire d'un de Villiers, nanti de sa grande famille catholique de huit enfants, qui se voit ainsi allouer chaque année, la modeste somme de... 70 000 F.

C est d'autant plus révoltant qu'au moment de la déclaration des revenus, et quel que soit le niveau de ceux-ci, chaque enfant compte pour une demi-part dans le calcul du dégrèvement d'impôts. Un couple aisé avec deux enfants qui gagne 100 000 F par mois est ainsi censé dépenser pour assurer l'éducation de ses enfants le tiers de ses revenus, soit 33 000 F, et l'on en tient compte pour calculer une réduction d'impôts substantielle. Les deux enfants du couple de smicards, ne représentent, eux, que 3 500 F. Pas de doute, pour les nantis, une famille nombreuse, c'est aussi une bonne opération financière.

Mais quand Jospin propose de placer le plafond à 25 000 F, il ne s'attaque pas qu'aux plus riches. Car se retrouvent entre autres à ce niveau des techniciens, des enseignants... pour lesquels, si la mesure était appliquée, cela entraînerait une baisse sensible du niveau de vie.

Par ailleurs, il s'est gardé de dire à qui reviendrait et à quoi serait utilisé l'argent ainsi économisé.

En fait, 25 000 F ce serait bien ce qu'il faudrait aujourd'hui pour permettre à une famille de vivre correctement, de se loger décemment, d'avoir accès à l'éducation, aux loisirs, à la culture, aux vacances... sans être obligée de toujours compter. Pour l'obtenir, il faudrait imposer au patronat de payer des salaires décents. Pas des aides ! En 1932, quand l'État a rendu obligatoire le versement d'allocations familiales aux salariés par les caisses patronales (en fait financées par des salaires différés) c'était, dès l'origine, une façon de verser une aumône plutôt qu'un revenu qui permette de vivre décemment. Puis, en 1945, quand les caisses de la Sécurité sociale se sont substituées aux caisses patronales, c'est la même politique qui s'est poursuivie et qui se poursuit encore.

Alors quand le gouvernement propose de « *rendre plus juste et plus efficace notre système d'aide aux familles et d'en réserver le bénéfice à celles qui en ont effectivement le plus besoin* », c'est un paravent démagogique qui évite de s'en prendre à la véritable cause de la spirale de la misère : les profits capitalistes.

Sophie GARGAN

IL N'Y A PAS QUE DES PAUVRES EN FRANCE

Le magazine économique *Capital* vient de publier la liste des « *Français les plus riches* », ceux dont les fortunes s'étagent entre 50 millions de francs pour les plus maigres, et 44 milliards de francs. Ce dernier chiffre est le montant estimé de la fortune de la femme la plus riche de France, Liliane Bettencourt, qui possède 27,38 % de L'Oréal et 3 % de Nestlé, des multinationales bien connues. La famille Dassault, qui vient en seconde place, est estimée quant à elle à 25,2 milliards de francs par *Capital*. C'est-à-dire, pour comparer à ces chiffres qui nous sont plus familiers, l'équivalent de ce qu'un salarié gagnant 10 000 F par mois toucherait en 366 666 ans pour la première, et en 208 333 ans pour la seconde !

Il est à signaler que, comme tous les journaux qui ont traité du même sujet, *Capital* ne parle que des « *fortunes professionnelles* » – c'est-à-dire des entreprises et des portefeuilles d'actions possédés par ces 700 familles. Cela ne donne qu'une image rétrécie de l'état de leurs fortunes réelles, puisqu'en est exclu tout ce qu'on appelle leur « *patrimoine personnel* » et qui relèverait « *de la vie privée* » ; à savoir appartements, châteaux, résidences, yachts, chevaux de course ou œuvres d'art ! Bref, tout ce qu'il faudrait connaître pour avoir une idée de la fortune réelle de ces familles qui sont à la tête des grands et petits groupes français de toutes sortes, de la multinationale L'Oréal (Liliane Bettencourt) aux boucheries Bigard (famille Bigard), des hypermarchés Carrefour (famille Defforey) à PSA (famille Peugeot), du BTP Bouygues (famille Bouygues) aux conserves Bonduelle (famille Bonduelle). Autant de gens dont la richesse est fondée sur l'exploitation d'autrui, sur les bas salaires et les licenciements.

Au Bourget JOSPIN ET CHIRAC VOLENT DE CONSERVE

Ça baigne entre Chirac et Jospin. Ils sont entre autres sur la même longueur d'onde en ce qui concerne l'aide à apporter aux trusts de l'aviation. On a pu le voir lors de la visite du Premier ministre, après celle du président, au salon du Bourget. Dassault n'a donc pas de souci à se faire pour ses Rafale – mais s'en faisait-il vraiment ? Les commandes sont confirmées, même si Jospin dit qu'il va essayer d'obtenir un petit rabais.

À un milliard pièce, ça devrait laisser pas mal de bénéfices, d'autant plus que, comme à chaque fois que les industriels vendent quelque chose à l'État, les coûts prévisionnels ont été largement dépassés. Entre les gouvernements socialistes et le Rafale, ce ne sont d'ailleurs que des retrouvailles : ce sont eux en effet qui, dans les années 80, avaient donné le feu vert à ce programme. Quant au fait que Jospin ait déclaré qu'il était pour une industrie européenne de défense, n'est-ce pas un bon moyen d'inciter les armées de l'air allemande ou anglaise à acheter des avions en grande partie «made in France», l'industrie aéronautique étant en France une des rares industries à être plus puissante que celles de ses voisins européens ?

De toute façon, dans les regroupements à venir, on peut compter sur Jospin pour que, quelle que soit la solution retenue, les intérêts des trusts français soient bien défendus. C'est sans doute ce qu'il entend quand il dit que «*le gouvernement jouera pleinement le rôle qui lui revient en la matière*».

Quant à la grande affaire du salon, le duel opposant le constructeur américain Boeing à l'européen Airbus, Jospin n'a pas manqué de déclarer qu'il voyait d'un mauvais œil les contrats d'exclusivité signés par Boeing avec les trois plus grosses compagnies d'aviation américaines, qui du coup ne peuvent plus acheter d'Airbus. D'ailleurs Chirac a ostensiblement boudé les stands américains, qui n'ont pas l'air de se porter plus mal pour cela !

Qui dira encore que Jospin ne fait pas de promesses ? Il vient d'en faire à Dassault, à Lagardère, de Matra, et autres marchands d'engins. Et ces promesses-là, il saura les tenir.

Daniel MESCLA

AFP

Serge Dassault ne paraît pas trop inquiété par le chef du gouvernement socialiste.

Inquiétante COGEMA

L'organisation écologiste Greenpeace continue à vouloir mesurer la toxicité des déchets radioactifs que l'usine de retraitement de la COGEMA, à La Hague, rejette en mer. Mais ça n'a pas l'air facile. En fait, le *Rainbow-C*, le bateau de Greenpeace, a dû se livrer à une véritable guérilla contre la direction de l'usine pour placer des instruments de mesure à la sortie de la conduite qui amène les déchets en pleine mer. Chaque fois que les militants de l'organisation écologiste déposaient ces instruments, la direction de l'entreprise les faisait enlever.

Greenpeace a donc porté plainte pour vol, et la COGEMA pour mise en place illégale d'installations. Au bout du compte, Greenpeace a réussi à faire prélever 15 litres de déchets par des plongeurs, directement dans le tuyau d'évacuation.

Ces déchets sont radioactifs, mais ils resteraient, paraît-il, en dessous des normes autorisées. Pourtant une telle obstination de la COGEMA à garder secrètes ses propres mesures a de quoi inquiéter. L'industrie nucléaire entraîne nécessairement la production de déchets, comme toute activité humaine. Mais le problème est justement de pouvoir la mesurer pour la contrôler en toute clarté, pour en connaître la nocivité, voire le danger, de façon à pouvoir la comparer à celles qu'entraîne la production des autres formes d'énergie.

Les scientifiques, les associations de défense de l'environnement, les collectivités locales devraient pouvoir effectuer les contrôles qu'ils souhaitent, comme ils le souhaitent, sans aucune limitation, et pouvoir en assurer librement la publicité.

Mais voilà, la COGEMA tient absolument à rester son propre juge. Comme toutes les sociétés qui se déterminent en fonction de critères de rentabilité, même les sociétés contrôlées par l'État, si elle veut aussi garder des secrets, c'est qu'il y a des choses peu avouables dans ses choix.

Il y a donc des raisons d'être inquiets, la COGEMA elle-même le démontre par son refus de contrôle.

Roger PERRIER

LE SMIC MONTE UN PEU... LE NOMBRE DES SMICARDS BEAUCOUP !

Le SMIC va donc augmenter de 4% au 1er juillet, exactement comme en... juillet 1995, après l'arrivée de Chirac à la présidence de la République.

Ce qui ne signifie nullement un glissement de la même importance des autres salaires. Comme ces derniers stagnent plutôt, le nombre des salariés entrant dans la catégorie des smicards augmente, et à grande vitesse. Il a passé le cap des 10% des salariés en 1995. Aujourd'hui 2,2 millions de salariés sont payés au SMIC, sans compter les CES qui sont payés au SMIC horaire, mais à mi-temps, et bien d'autres salariés sous-payés. Autrement dit, le SMIC a beau monter, le niveau de vie des salariés baisse.

D'ailleurs le pouvoir d'achat du SMIC ne monte que par rapport aux chiffres bidon de l'inflation officielle. Si on le compare au salaire moyen, on s'aperçoit que le SMIC n'a vraiment augmenté que de 1968 à 1983. Depuis, il stagne, avec une légère tendance à la baisse.

De toute façon les patrons n'auront pas à mettre beaucoup la main à la poche pour payer le nouveau SMIC. Ils payent déjà des charges très allégées pour les salaires inférieurs à 1,3 fois son montant. En augmentant le SMIC, on augmente aussi automatiquement le nombre de salariés concernés par cet allégement. La somme que l'État devra verser à la Sécurité sociale pour compenser les nouveaux allégements engendrés par la récente augmentation est évaluée à 4 milliards de francs. Cela représente la plus grosse part de la somme que les patrons devront payer à leurs salariés à la suite de la majoration du SMIC !

Roger PÉRIER

Immunité chérie

Bien que minoritaire à l'Assemblée, la droite a décroché la présidence de deux commissions parlementaires : la commission des immunités parlementaires et la commission des comptes, chargée de contrôler la gestion du budget de l'Assemblée.

En effet, lors de la réunion pour élire leurs bureaux, le 18 juin, presque tous les députés de la gauche élus à ces commissions étaient absents.

Selon les socialistes, ce serait une «bavure». Une bavure qui montre tout de même que, pour les parlementaires socialistes, ces commissions, et le travail parlementaire en général, n'ont guère d'importance. L'important se passe au gouvernement.

Et puis c'est peut-être, aussi, une marque de courtoisie de leur part envers la droite. Car la commission des immunités s'occupe des suspensions, mises en détention et poursuites frappant des députés. Or en matière de corruption et de mise en examen, les politiciens de droite sont bien lotis.

V. G.

Hong Kong

LES ANGLAIS S'EN VONT, LE MARCHÉ MONDIAL S'ENRACINE

Perruque poudrée devant un tribunal.

ARC

Le 30 juin à 24 heures très exactement, le drapeau de l'Angleterre impériale amorcera son ultime descente du grand mât qui domine le siège du gouvernement colonial de Hong Kong pour céder la place au drapeau rouge de la République Populaire de Chine.

Ainsi prend fin l'une des aberrations laissées par le colonialisme anglais, qui imposait la loi de Londres aux six millions de Chinois entassés sur ce minuscule territoire de 1045 km² perdu sur la côte sud de la Chine. Cette aberration remontait à la Paix de Nankin, conclue en 1842 au terme d'une guerre sanglante de trois ans destinée à imposer à la Chine le trafic anglais de l'opium, alors la principale source de profit des grandes compagnies anglaises. Celles-ci confisquèrent l'île de Hong Kong pour s'en servir d'entrepôt, et en imposèrent l'extension un demi-siècle plus tard, sous la forme d'un bail de 99 ans – bail qui expire donc le 30 juin de cette année.

L'IMPÉRIALISME, CHAMPION DES DROITS DÉMOCRATIQUES ?

155 ans après, Hong Kong revient donc enfin à la Chine. Et voilà soudain que Tony Blair et son compère Clinton se mettent à jouer les défenseurs des « droits démocratiques » à Hong Kong. De quels droits démocratiques ? Ceux qui permettent, et encore depuis 1995 seulement, à un tiers de la population d'élire 20 des 60 membres d'un Conseil législatif purement consultatif ? Il faut croire que les habitants de Hong Kong n'y attachent eux-mêmes pas grande valeur puisqu'en 1995, 36 % seulement de ceux qui avaient le droit de vote ont jugé bon de s'en servir.

Quant aux avertissements de ces mêmes dirigeants occidentaux contre le risque de voir la « corruption » ou les gangs des Triades chinoises déferler sur le territoire, ils ne valent pas mieux. Comme si les Triades n'avaient pas depuis longtemps pignon sur rue à Hong Kong, derrière de respectables entreprises, tout comme à New York et à Londres. Et puis, qu'est donc Hong Kong, sinon l'empire de quelques grandes compagnies essentiellement anglaises ? L'État colonial était corrompu jusqu'à la moelle, mais c'était de la corruption officielle, institutionnalisée, et surtout, qui profitait aux capitalistes occidentaux.

VERS UN GHETTO DE LA SPÉCULATION CAPITALISTE

Les dirigeants chinois ne sont pas dupes, même s'ils jouent le jeu en répondant du tac au tac. Ils le sont d'autant moins que cette « réunification » a été négociée précisément pour garantir les intérêts occidentaux.

Il n'y aura en fait pas grand changement à Hong Kong. Hormis les domaines militaire et diplomatique, le territoire garde toutes les prérogatives d'un pays indépendant. Ses institutions resteront en place, y compris le dollar de Hong Kong indexé sur le dollar américain, les perruques anglaises dans les tribunaux ou le très select Hong Kong Royal Yacht Club qui, tout en abandonnant le terme « Royal » dans son titre et en troquant le prince Charles contre le président chinois Jiang Xemin à sa tête, n'en restera pas moins le lieu de rencontre de ceux qui détiennent la réalité du pouvoir sur le territoire.

Pour remplacer le gouvernement colonial, Pékin a nommé ses propres institutions transitoires à la place du Conseil législatif en place, ce qui a donné à Blair l'occasion de quelques gesticulations de plus. Mais ceux dont l'opinion compte vraiment, les capitalistes occidentaux se sont eux bien gardés de s'en plaindre. Car le Conseil législatif provisoire a été choisi dans le Who's Who de Hong Kong. Parmi les 14 membres de son comité exécutif, on trouve cinq des principaux dirigeants de l'État colonial, le PDG de la branche asiatique de la banque américaine Chase Manhattan, celui du groupe anglais Inchcape et le président de la confédération patronale locale. Le leader de ce comité, Tung Chee-hwa, préside le comité des armateurs de Hong Kong et celui de la coopération économique avec les USA. C'est dire que Pékin s'en remet à cette bourgeoisie de Hong Kong qui doit sa richesse à son rôle d'intermédiaire entre l'économie locale et l'impérialisme.

Mais c'est justement ce rôle d'intermédiaire que les dirigeants chinois veulent voir jouer à Hong Kong. C'est pour cela qu'ils ont multiplié les concessions. Car la bourgeoisie chinoise aspire elle aussi à toucher les dividendes que peut lui fournir le marché mondial, même si elle est trop faible, et l'économie chinoise quoi qu'on en dise trop arriérée, pour pouvoir réaliser cette aspiration en se lançant directement elle-même sur le marché mondial.

L'avenir, on peut le discerner dès aujourd'hui. Ces derniers mois, la Bourse de Hong Kong s'est emballée, du fait de la multiplication des « actions rouges » comme on les appelle, actions de compagnies basées à Hong Kong, mais qui appartiennent à des organismes d'État chinois – municipalité, ministère, et même l'armée – dont les actifs sont des biens d'État qui leur ont été cédés à bas prix. En transformant ces filiales en sociétés par actions cotées à Hong Kong, la bourgeoisie chinoise, c'est-à-dire pour l'essentiel une classe qui vit dans l'ombre des institutions d'État, privatise de fait ce qui peut l'être des biens de l'État, en se servant au passage, en tant que dirigeants de ces entreprises.

C'est cela le futur de Hong Kong : être un ghetto du capi-

Les pays de l'ancienne Indochine.

Pol Pot, le chef du gouvernement des Khmers Rouges de 1975 à 1978, aurait donc été arrêté par un de ses lieutenants dans l'extrême-nord du Cambodge. Cette capture a été annoncée mercredi 18 juin, et confirmée par les deux Premiers ministres cambodgiens : le prince Ranaridd, chef du parti royaliste Funcipec, et Hun Sen, chef du Parti du Peuple Cambodgien (issu de l'ancien PC pro-vietnamien et pro-soviétique). On parle de la comparution de Pol Pot devant un tribunal international pour répondre des 'massacres qui auraient fait entre un et deux millions de morts (sur 6 à 8 millions d'habitants).

Pour la presse écrite et parlée, Pol Pot et ses massacres ne seraient rien d'autre que l'illustration de la « *barbarie communiste* ». Mais Pol Pot et ses partisans n'ont jamais rien eu de communistes, et leur barbarie est bien plus à l'image de la barbarie impérialiste qu'autre chose. Et il est bon de ce point de vue de rétablir l'histoire.

Le Cambodge, colonie française jusqu'en 1953, a été définitivement entraîné dans la seconde guerre du Vietnam en 1970, lorsque le maréchal Lon Nol s'empara du pouvoir et chassa le prince Sihanouk (roi du Cambodge depuis 1941) qui maintenait un équilibre précaire entre l'armée américaine et les forces du Vietcong et nord-vietnamiennes qui s'affrontaient au Sud-Vietnam voisin. Les armées américaine et sud-vietnamienne intervinrent alors aussitôt au Cambodge. C'est au début 1975 que le départ des Américains donna le pouvoir aux maquisards Khmers Rouges, des nationalistes cambodgiens jusqu'alors soutenus par les communistes vietnamiens et alliés de Sihanouk.

A peine au pouvoir, les Khmers Rouges, dirigés par Pol Pot, Khieu Samphan et Ieng Sary, s'en prenaient aux Vietnamiens, alliés de l'URSS, et recevaient l'appui de la Chine récemment réconciliée avec les

Les capitalistes s'attendent à de beaux jours devant eux.

LO

tal, qui servira à la bourgeoisie chinoise de voie de passage pour monnayer auprès de l'impérialisme le pouvoir qu'elle détient au travers de l'appareil d'État chinois. Quant à la population chinoise elle-même, son accès au territoire lui restera interdit, peut-être encore plus strictement qu'avant. Et si les masses pauvres chinoises ont tout lieu de se réjouir du départ des Anglais de Hong Kong, elles n'en seront pas pour autant allégées du poids du capital, anglais ou chinois.

François ROULEAU

Centrafrique

L'ARMÉE FRANÇAISE À L'ŒUVRE

Après quelques semaines d'un calme relatif, consécutif à l'accord signé fin janvier entre le gouvernement de Patassé et les troupes qui s'étaient mutinées, les combats ont repris à Bangui, la capitale centrafricaine.

Dans un premier temps, ils ont opposé des rebelles de l'armée, regroupés dans un camp à la périphérie de la ville, et des soldats de la force d'interposition africaine, censés veiller à l'application de l'accord. Mais les combats ont rapidement pris l'allure d'une vaste opération visant à « nettoyer » et à désarmer par la force plusieurs quartiers de la capitale, hostiles au gouvernement en place.

Une fois de plus, comme lors des précédents troubles et mutineries qui ont éclaté depuis le printemps 1996, les troupes françaises stationnées à Bangui sont intervenues, appuyées par des chars et des hélicoptères de combat, contre les rebelles. Ces combats très violents auraient fait au moins cinquante morts et une centaine de blessés parmi la population civile.

Pour justifier cette intervention, l'ambassade de France, qui n'en est pas à une hypocrisie près, a laissé entendre que les troupes françaises restaient neutres et qu'il ne s'agissait que d'une simple opération de « *légitime défense* ».

Mensonge grossier ! L'impérialisme français, qui après avoir soutenu Bokassa a porté Patassé au pouvoir en 1993, est mouillé jusqu'au cou dans la crise que traverse depuis des années le Centrafrique. Comme dans bien des pays de cette région qu'ils considèrent comme leur pré carré, les dirigeants français successifs ont soutenu à bout de bras le régime, en dépit des détournements de fonds publics et des assassinats d'opposants. Les révoltes secouant périodiquement l'armée et la capitale ne sont qu'un reflet du marasme et de la misère dans lesquels le pays s'est peu à peu enfoncé.

Directement impliqué, l'impérialisme français l'est également car ce pays occupe un rôle de tout premier plan dans le dispositif militaire « prépositionné » en Afrique pour protéger les intérêts des capitalistes français dans la région. Actuellement, le gouvernement français y maintient la présence de 1700 hommes, sans parler des dizaines de « coopérants » qui, sous l'uniforme de la Sécurité Présidentielle, participent à l'encadrement de la garde prétorienne chargée de toutes les basses œuvres du régime.

Alors, l'impérialisme français a beau se prétendre neutre et faire monter en première ligne une prétendue force d'interposition africaine, créée à son initiative et constituée en majeure partie par ses alliés tchadien, gabonais, sénégalais et malien, c'est lui qui tire toutes les ficelles dans le pays. C'est cela qu'il vient de rappeler en intervenant brutalement contre les mutins. Mais il a voulu aussi faire une démonstration de force à l'intention des populations qui, à la faveur des troubles actuels, pourraient être tentées de se révolter contre leur dictateur, leur misère et la présence arrogante de l'impérialisme.

Roger MEYNIER

Cambodge

A SORTIE POL POT ?

Etats-Unis. A l'intérieur, leur politique consistant à exiler à la campagne les habitants des villes (la capitale, Pnom Penh, passa de 2,5 millions à moins de 20 000 habitants) aboutit à la mort, dit-on, d'un quart de la population, du fait de la répression et de la famine.

En fait, les puissances impérialistes, en particulier la France et les Etats-Unis, voyaient alors d'un assez bon œil ces nationalistes cambodgiens, car ils faisaient pression, y compris militairement sur le Vietnam indépendant et réunifié et affaiblissaient du même coup le camp de l'Union soviétique. Et même lorsque l'intervention armée vietnamienne chassa du pouvoir les Khmers Rouges, le soutien de la Chine et des pays impérialistes permit cependant à ces derniers de continuer à dominer une partie du pays et de contester le gouvernement pro-vietnamien en place.

La détente entre l'URSS et les Etats-Unis amena le départ des troupes vietnamiennes en 1989. Sihanouk retrouva son trône et le pouvoir fut partagé entre ses partisans et les ex-pro-vietnamiens.

Restait le problème de la réinsertion des Khmers Rouges, affaiblis mais toujours présents dans le nord-ouest du pays, près de la frontière thaïlandaise, et encore capables de lancer des offensives meurtrières. Un premier groupe fut amnistié et se constitua en parti politique. Il gère aujourd'hui un fief à l'ouest du pays. Un second groupe, celui qui se serait emparé de Pol Pot et qui semble négocier le même genre d'accord en échange de la livraison de l'ancien dictateur, est dirigé par Khieu Samphan, qui fut longtemps son bras droit et son porte-parole.

A l'exception de Pol Pot, donc, tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, avec l'aide des Français, des Américains, des Chinois ou des Vietnamiens, ont dirigé et opprimé le Cambodge se retrouveraient associés au pouvoir, sous la houlette des grandes puissances. Quant à l'ancien dictateur khmer rouge, il a tellement eu de complices, de Sihanouk à la Chine et aux pays impérialistes, que son procès – s'il a jamais lieu – risque de cacher plus de choses qu'il en révélera au grand jour. Il y a peu de risques qu'il permette de dénoncer les principaux responsables de la misère et des massacres qui ont ravagé le Cambodge : les impérialismes français et américain.

Vincent GELAS

DES MILLIONS DE RÉFUGIÉS VICTIMES DE GOUVERNEMENTS MANIPULÉS PAR L'IMPÉRIALISME

Selon un récent rapport d'Amnesty International, « *plus de 20 millions d'Africains ont été chassés de chez eux. Environ cinq millions d'entre eux sont des réfugiés qui ont trouvé asile dans un autre pays, généralement un État voisin. Mais la grande majorité – on évalue leur nombre à 16 millions – sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays* ».

Les raisons qui poussent les populations à partir, à quitter leur foyer et à chercher refuge dans une autre région ou un autre pays sont nombreuses : répression gouvernementale, conflit armé, déplacement forcé, pauvreté.

La grande majorité des réfugiés « *sont des femmes, des enfants et des vieillards victimes, sur tout le continent, de l'aggravation des conflits armés et de la violence à caractère ethnique* », souligne le rapport. Les populations civiles fuient car elles sont de plus en plus souvent les cibles privilégiées des opérations militaires en cas de guerre. Elles redoutent les arrestations arbitraires et la torture. En 1993, près de 240 000 personnes ont quitté le Togo, où sévit le général dictateur Eyadema, ami de Charles Pasqua et protégé de la France. 300 000 autres ont fui les violences ethniques orchestrées par le gouvernement du Kenya. La guerre civile au Liberia a provoqué l'exode massif de plus de 700 000 personnes vers la Guinée et la Côte-d'Ivoire. En Sierra-Leone, plus de deux millions de personnes (soit la moitié de la population) ont été jetées sur les routes à cause des combats ; 350 000 d'entre elles ont trouvé refuge dans les pays voisins. Au Soudan, en Afrique de l'Est, on compte quatre millions de personnes déplacées dans le pays pour cause de guerre et de répression.

Les gouvernements font peu de cas des populations civiles réfugiées (il faut se souvenir des 3 000 Libériens qui avaient fui les combats de Monrovia en mai 1996, entassés sur un cargo, presque sans nourriture et sans eau et dont aucun pays ne voulait). Refoulées ou parquées dans des camps, elles sont victimes d'exactions, de rackets de la part des autorités locales. Parfois, les gouvernements refusent même de reconnaître la notion d'asile.

Si les populations persécutées ne savent pas toujours où aller, ce n'est jamais le cas en revanche pour leurs bourreaux, qui ne manquent pas de terres d'asile, ni en Afrique... ni sur la côte d'Azur ! Ainsi le tchadien Hissène Habré, naguère hôte de Giscard d'Estaing et de Mitterrand à l'Elysée, a été accueilli au Sénégal. Ainsi Mobutu, dictateur déchu du Zaïre, aujourd'hui lui-même réfugié au Maroc, a toujours ses entrées en France et en Suisse.

René CYRILLE

Le G8 à Denver

LES SOMMETS SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

Une fois de plus les sept plus grands pays industrialisés (États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France et Italie) se sont réunis en « sommet » à Denver (Colorado – USA). Ils étaient les invités de Clinton. Il y avait un petit nouveau dans le club, la Russie. On a donc parlé de G8 et non plus de G7, même si la Russie semblait compter pour une demi-voix.

De quoi parle-t-on dans ces sommets? Au programme, il y avait l'économie, la monnaie, les maladies infectieuses, le vieillissement de la population, la corruption, l'Afrique, l'effet de serre, la Bosnie, l'eau douce, l'Irak, on en oublie… «*Un patchwork*», a dit un participant. Comme on voit, on parle de tout, et surtout on ne parle de rien.

Dans ce sommet, le plus puissant, les États-Unis, donne le ton. C'était l'occasion de vanter, une fois de plus, les mérites du capitalisme libéral. «*La santé de l'économie américaine n'a jamais été aussi bonne depuis une génération. Désormais, les États-Unis sont en position de leader pour le XXIe siècle*», a lancé d'entrée de jeu Clinton.

Les mauvais élèves du G8 ont été désignés : la France, l'Allemagne et l'Italie. Clinton les a invités à réformer «*leur fiscalité et leur système de Sécurité sociale*». En clair : rendre l'impôt moins lourd aux plus riches et continuer de démanteler la protection sociale, un refrain qui accompagne toutes les réunions du monde capitaliste, ces temps-ci.

Pour sauver la face, les cancres ont dû se contenter de petites phrases ou de refuser d'endosser les tenues de cow-boys proposées pour la soirée récréative du sommet. Les chefs d'État européens ont donc fait mine de refuser l'ultra-libéralisme américain au nom d'un capitalisme avec une pincée de social. Comme si le capitalisme, ultra-libéral ou pas, ne laissait pas partout des millions de pauvres sur le carreau.

Les dirigeants européens ont également essayé de changer de sujet. Chirac a lancé : «*Les États-Unis polluent trois fois plus que la France*». Mais la tentative des pays européens d'imposer aux États-Unis une réduction des émissions de gaz carbonique pour réduire l'effet de serre s'est heurtée à une fin de non-recevoir des États-Unis, soutenus par le Canada et le Japon. Pour botter en touche, on a donc renvoyé les problèmes de pollution au sommet de la Terre qui devait s'ouvrir dans la foulée.

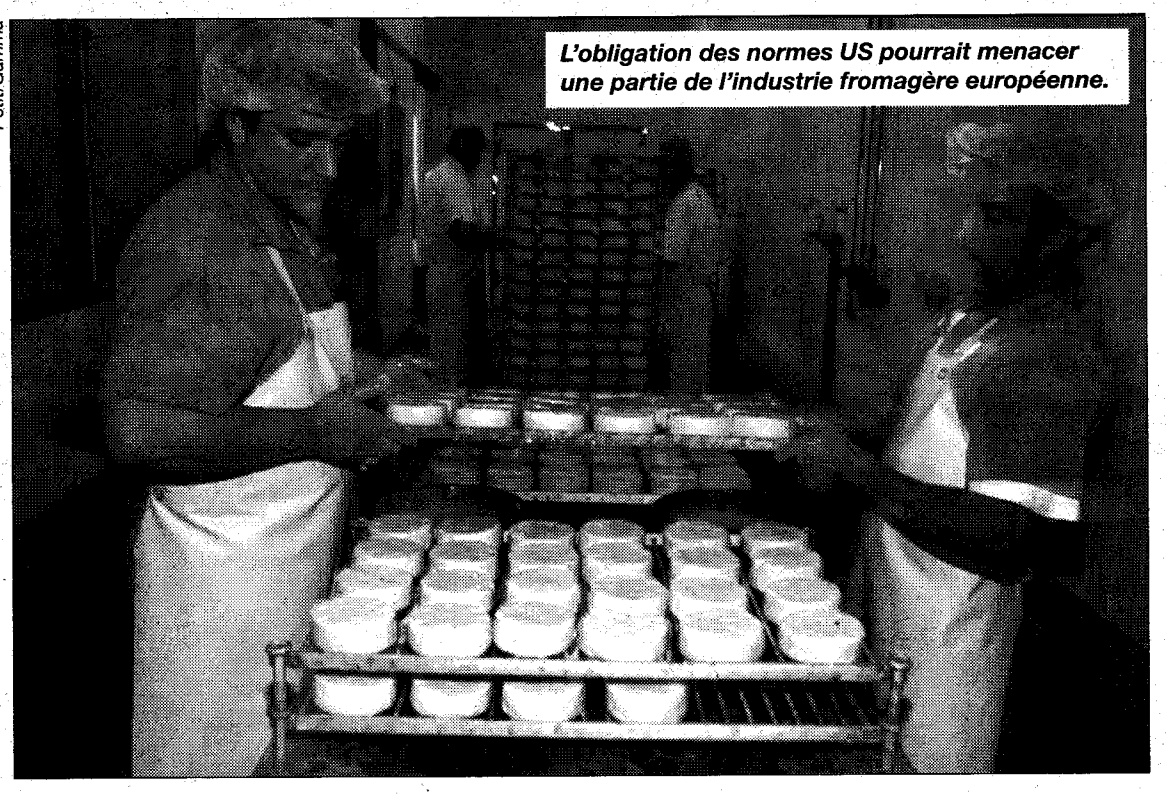
Histoire de rappeler qui est le patron du monde capitaliste, les États-Unis ont clos la réunion en proposant à leurs invités de signer un texte final reprenant leur credo. Et comme tous ces tenants du capitalisme sont d'abord là pour imposer la politique de leur propre patronat qui, à quelques nuances près, ne change guère d'un pays à l'autre, les sept invités de Clinton ont fait preuve de bonne volonté et l'ont tous signé! Comme d'habitude.

Jacques FONTENOY

Guerre des fromages

PATES MOLLES CONTRE LOBBIES DURS

Petit/Gamma



L'obligation des normes US pourrait menacer une partie de l'industrie fromagère européenne.

Cela revient comme les radis : une fois de plus on reparle de la guéguerre américano-européenne (et inter-européenne) à propos des fromages au lait cru (non pasteurisé) et de quelques autres produits par la même occasion. La plupart des «grands» fromages (camembert, roquefort et des centaines d'autres) sont au lait cru. Il s'en produit 700 000 tonnes en Europe, surtout en Italie, en France et en Suisse. Et il y en a pour 42 milliards de francs de chiffre d'affaires, c'est du sérieux donc.

Pour les pays latins et montagnards, ces fromages constituent un domaine culinaire apprécié. Les Européens du Nord et Anglo-saxons, ainsi que les Américains sont beaucoup plus réservés. Ils redoutent avant tout les microbes, en tiennent pour la pasteurisation (plus hygiénique, c'est certain) et consomment des fromages aux goûts plus fades et vendus sous emballage plastique. Mais après tout chacun est libre, n'en faisons pas un fromage.

L'ennui c'est que dans une commission qui définit les normes sanitaires internationales, qui sont seules reconnues par l'Organisation mondiale du commerce, les USA demandent que la pasteurisation soit la référence de traitement du lait. Si cette norme était adoptée, n'importe quel pays pourrait légalement fermer ses frontières aux importations de camembert, vacherin, mozzarella et autres. On imagine la consternation dans les herbages. D'autant que certains gros producteurs exportateurs pourraient se mettre en tête de faire évoluer les goûts italiens, français, etc. pour s'aligner sur le marché international.

C'est, comme toujours, les exigences de santé publique qui sont mises en avant. Ce qui n'empêche pas les USA de vouloir (entre autres) exporter en Europe du bœuf aux hormones. Or, selon l'Union fédérale des consommateurs (*Que Choisir?*), les bovins aux hormones constituent une escroquerie (on vend de l'eau pour de la viande) et sont dangereux, car les hormones naturelles, pour être efficaces, doivent être associées à d'autres qui sont cancérigènes. De plus les bovins ainsi «traités» sont de santé fragile, ce qui nécessite le recours à des médicaments dont des résidus se retrouvent dans l'assiette des consommateurs.

Les États-Unis défendent non pas la santé, mais leur production fromagère (la première du monde) et bovine. Les lobbies y sont tout-puissants. Celui du sucre par exemple est parvenu à tant multiplier les aliments sucrés que les USA sont devenus le pays des obèses. Mais, comme l'a montré l'affaire de la «vache folle», l'Europe n'est pas en reste pour faire passer la rentabilité avant la santé, et on pourrait multiplier les exemples.

Ainsi les USA veulent autoriser le lait aux hormones. D'autre part l'élevage des animaux en batterie, si répandu, entraîne la fragilisation du cheptel et donc une augmentation des médicaments, dont des antibiotiques qui entraînent des résistances aux bactéries, et «*l'homme est directement menacé*», selon un professeur de l'Institut Pasteur. Quant à la France «*avec 30% du marché de l'Union européenne, elle arrive largement en tête des Quinze pour l'utilisation des médicaments vétérinaires*» (*Que Choisir?* février 1997).

Bref, comme toujours, les trusts de l'agro-alimentaire se bagarrent pour nous faire avaler n'importe quoi. La querelle du fromage peut paraître folklorique, les dessous le sont moins. Si on veut manger tranquille, il faudra un jour purger le monde de quelques marchands de soupe…

André VICTOR

Espagne

La démission de Felipe Gonzalez :

RÉNOVER POUR NE RIEN CHANGER !

Du 20 au 22 juin s'est tenu le 34e congrès du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, après 14 ans de pouvoir et un an d'opposition au gouvernement de droite et dans un contexte marqué par le succès des socialistes français. L'événement y a été la démission de Felipe Gonzalez qui avait été de 1981 à 1995, le chef du gouvernement.

Faute de débat sur un programme élaboré en fonction des besoins de la population, la période antérieure au congrès a été dominée par les polémiques concernant l'avenir politique de ses principaux dirigeants, et en particulier celui de son vice-secrétaire, Alfonso Guerra, qui appartient à la direction du parti depuis des années. Traditionnellement considéré comme lié à Felipe Gonzalez, Alfonso Guerra avait pris du champ dans les dernières années de gouvernement. Il essayait de jouer un rôle personnel, au nom des valeurs socialistes et profitait du discrédit du parti dû à la corruption et aux mesures antiouvrières.

On prévoyait que le congrès allait se dérouler autour de la lutte entre les clans qui s'affrontent pour contrôler la direction bien que les médias laissaient entendre qu'il y aurait une grande surprise. Elle vint de Felipe Gonzalez avec cette annonce, dès le premier jour, qu'il renonçait à son poste de secrétaire général du parti. D'un trait de plume, il éliminait du même coup la possibilité de rester en place pour Alfonso Guerra qui avait lié son avenir au sien. Le choix de Felipe Gonzalez et les leviers de pouvoir qu'il conserve le font apparaître plus que jamais comme un arbitre entre les différents groupes du pouvoir socialiste.

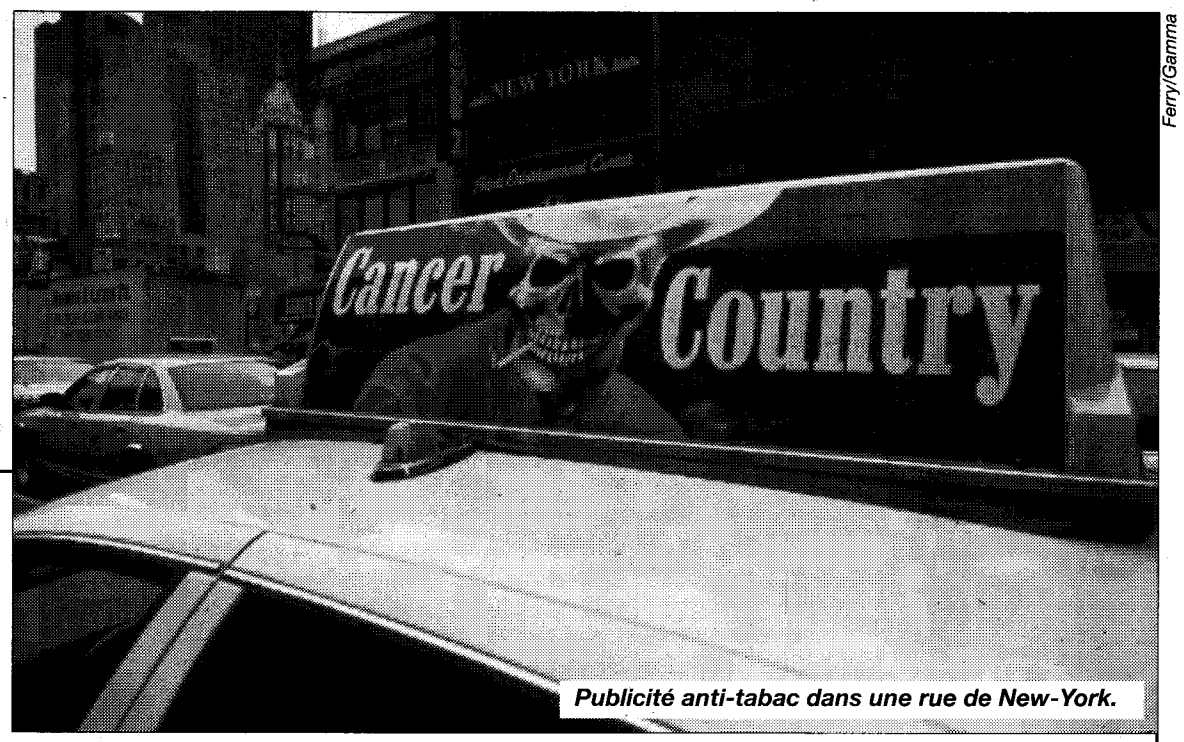
Mais plus qu'une manœuvre bureaucratique, cette attitude est une façon pour Felipe Gonzalez de jouer la carte du renouveau dans la perspective d'un retour au pouvoir, en essayant de blanchir en quelque sorte ses années de gouvernement marquées par une politique antiouvrière et des affaires de corruption.

Ce n'est pas la première manœuvre du genre qu'ait faite Felipe Gonzalez à des moments décisifs de sa carrière, en s'appuyant sur son charisme personnel. En 1973, dans la période finale du franquisme, alors que le PSOE était interdit et qu'il existait une direction en exil et une autre à l'intérieur du pays, Felipe Gonzalez dirigeait l'appareil du PSOE en Espagne; la direction de ce parti à l'intérieur avait démissionné et exigé un congrès extraordinaire à Suresnes, qui s'était conclu par l'élimination du groupe dirigeant en exil. Felipe Gonzalez et les jeunes loups socialistes avaient ainsi pris les rênes du parti. En 1979, après les premières élections ayant suivi la mort de Franco, le PSOE était le groupe le plus fort de l'opposition. Le pouvoir était à sa portée pour Felipe Gonzalez qui voulait démontrer clairement à la bourgeoisie qu'il était un politicien en qui elle pouvait avoir confiance, et qu'il avait bien en main la direction du parti. Cette année-là le 28e congrès proposa d'éliminer la référence au marxisme inscrite dans les statuts. Devant le refus de la majorité du congrès, Felipe Gonzalez présenta sa démission pour revenir à la charge quelques mois plus tard lors d'un congrès extraordinaire renforçant ainsi sa position de dirigeant. Toute velléité gauchisante était bel et bien balayée.

Pendant la période où le PSOE fut au pouvoir, les temps furent durs pour la classe ouvrière : reconversions industrielles brutales, augmentation spectaculaire du chômage (de 400 000 chômeurs à la fin des années 70, on passa à près de 3 millions et demi de sans-emploi), développement de la précarité, baisse des salaires. Et à l'autre bout, on assistait à l'augmentation impressionnante des bénéfices des entreprises.

Ces années ont permis au PSOE de consolider son rôle de parti hégémonique dans la gauche, face au Parti Communiste, le PCE, un parti dont la politique avait fondamentalement consisté à cultiver les illusions sur un changement possible lié à l'utilisation du Parlement et de la constitution. Sur ce terrain le PSOE a toujours été gagnant tandis que le PCE perdait peu à peu de l'influence parmi les travailleurs. Dans sa lutte pour élargir son électorat le PCE, au travers de la coalition Izquierda Unida (Gauche Unie), a essayé de tirer profit du discrédit des socialistes après des années de gouvernement. Cependant le PSOE a toujours gardé son influence électorale, parvenant même à prendre, au nom du vote utile contre le retour de la droite, des voix à Izquierda Unida.

Les dirigeants d'Izquierda Unida ont basé leur politique électorale sur les attaques contre la corruption de Felipe Gonzalez et des siens, n'hésitant pas dans certaines circonstances à participer à des votes avec le parti de droite, le Parti Populaire, dans le but de «*nettoyer la vie politique espagnole*». Mais désormais certains d'entre eux voient dans la démission de Felipe Gonzalez la possibilité de se rapprocher d'un parti qui pourrait se rénover et suivre l'exemple français. Une fois que le chien est mort, la rage est morte, dit-on. Mais pourtant, éventualité d'une évolution à la française ou pas, la politique des dirigeants socialistes d'Espagne vis-à-vis des travailleurs ne changerait pas. Les choix de Jospin et de ses coéquipiers qui viennent de revenir au gouvernement en France sont là pour le montrer.



Ferry/Gamma

Publicité anti-tabac dans une rue de New-York.

LES TRUSTS AMÉRICAINS DU TABAC ACHÈTENT L'IMPUNITÉ

Les fabricants de cigarettes américains viennent de conclure avec les autorités un accord qui, moyennant 2200 milliards de francs sur 25 ans, va leur permettre de continuer à prospérer en vendant leur poison à action lente mais mortelle.

Depuis plusieurs années, aux États-Unis, les procès se multipliaient à leur encontre, intentés par des fumeurs isolés, mais aussi par des corporations, comme les hôtesses et stewards des compagnies aériennes, qui considéraient qu'ils étaient victimes de la nicotine exhalée par les voyageurs. Aux États-Unis il y a 419 000 cas par an de décès dus au tabac, dont 143 000 dus au cancer. C'est bien plus par exemple que ceux dus à une overdose de drogue, et c'est donc sur une montagne de cadavres que sont assis les profits de Phillip Morris et de ses semblables. Or il ne s'agit pas d'un quelconque cartel colombien, mais de trusts parmi les plus puissants de la planète.

L'accord prévoit, outre le versement de ces milliards, destinés à la lutte contre le tabagisme et à l'indemnisation des victimes, la suppression de la publicité pour les cigarettes dans la rue ou pendant les manifestations sportives. Certains emblèmes publicitaires devront être abandonnés, comme le chameau de Camel ou le cow-boy de Marlboro (dont l'acteur qui jouait le rôle est mort d'un cancer du poumon !). Enfin les trusts devraient payer quelques milliards de plus si la consommation de tabac ne baissait pas à l'avenir. Moyennant quoi, les poursuites en cours seront arrêtées et les groupes victimes du tabac n'auront plus à l'avenir la possibilité d'attaquer les fabricants. Cette transaction, à l'évidence, ne gêne pas les compagnies concernées, puisque ces milliards seront récupérés sur le prix de vente des cigarettes, c'est-à-dire sur les fumeurs. Le prix des cigarettes va augmenter, et les compagnies américaines multiplieront les efforts pour vendre plus à l'étranger, où l'accord n'est pas applicable. De cette façon les profits de cette industrie resteront forts.

La boucle est bouclée. L'État et les industriels vont trouver leur compte dans cette transaction, mais pas les victimes actives ou passives du tabagisme.

Daniel MESCLA

GEC-Alsthom SES
Stains (Seine-Saint-Denis)

LE CANCER DU CAPITAL

À l'Alsthom de Stains, en Seine-Saint-Denis, la direction veut carrément se débarrasser de la moitié des 120 emplois sédentaires du site. Et les autres emplois ne sont pas plus garantis : depuis un an, déjà deux secteurs ont été transférés sur le site de Rateau à La Courneuve et, tout un symbole, la direction a renégocié le bail d'une partie des locaux qu'elle loue et celui-ci s'achève… à la fin de l'année !

L'unité de Stains, qui comprend aussi des travailleurs intervenant sur des chantiers, fait partie d'une division de près de 600 personnes réparties en cinq sites en France. Stains est la principale et regroupe essentiellement des ingénieurs et techniciens mais aussi un atelier de seize ouvriers qui devrait être complètement supprimé.

Naturellement, il y avait déjà des inquiétudes, mais c'est brutalement, lors de l'annonce d'un CE extraordinaire que la nouvelle a été confirmée : 66 suppressions d'emplois à Stains, touchant toutes les catégories de personnel. Cette décision a suscité des réactions et il y a eu plusieurs assemblées du personnel. Lundi 23 avait lieu le premier CE extraordinaire où la direction annonçait les prétendues raisons économiques qui devaient justifier son plan. Côté «plan social», il n'y a évidemment rien, des propositions de reclassement inacceptables, une seule par personne et n'importe où en France, quels que soient la classification ou l'âge ! Et le nouveau directeur, nommé à l'occasion du plan, a déclaré cyniquement dans sa première intervention que «*lorsqu'il y a un cancer, il faut assainir*» !

Mais le véritable cancer, ce sont les profits des actionnaires et la maladie, ce sont les plans de licenciements à répétition dans le groupe. L'année dernière malgré de prétendues pertes, Alcatel-Alsthom a versé des dividendes. Et cette année avec le retour aux bénéfices, les dividendes augmentent de 25 % !

Alors, nous voilà prévenus. Si nous ne voulons pas nous retrouver à grossir les rangs des chômeurs, il nous faudra nous faire craindre. C'est possible. L'exemple de nos camarades de Belfort, dont la réaction a contraint la direction à retirer les 36 lettres de licenciements qu'elle était en train de distribuer, a fait discuter, même si les travailleurs de Stains se demandent s'ils auront les moyens d'imposer leur point de vue à la direction. Pourtant il faudra bien se battre, car les patrons ne nous laissent pas d'autre choix.

Correspondant LO

En 1991, déjà, grève contre des licenciements au Bourget (Seine-Saint-Denis).

Échos des entreprises

LE SIÈCLE QUI MARCHE À L'ENVERS

Ceux qui ont pu regarder l'émission *La marche du siècle* consacrée aux intérimaires travaillant à l'entretien des centrales nucléaires ont tous été scandalisés.

Les faits, ce sont 20 000 à 30 000 intérimaires employés par 1 000 à 1 200 sociétés sous-traitantes, travaillant pour EDF au moment de l'arrêt de tranche. Ceux-ci, pour ne pas perdre leur emploi, sont prêts à prendre des doses de radiations, parfois hors normes en ne portant pas le badge qui enregistre les radiations. Ils sont surnommés «viande à rem», le rem étant l'unité de mesure de ces radiations.

Et de voir le responsable d'EDF ou celui d'une de ces sociétés paraître surpris par les reportages, sous-entendant que ce ne serait que des cas particuliers, c'était le comble de l'hypocrisie.

Il faut immédiatement permettre l'embauche de tous les intérimaires qui le souhaitent et arrêter la course à la rentabilité qui tend à faire des arrêts de tranche les plus courts possible au détriment de toute sécurité : des personnes qui y travaillent comme de la population en général.

MÊME DIRECTION, MÊME COMBAT

La grève du personnel d'ISIS (maintenance et exploitation des immeubles d'EDF) continue pour la 3e semaine, avec l'occupation en région parisienne des postes d'alimentation électrique des immeubles à Murat, à Wagram et, depuis jeudi 19 juin, à Issy-les-Moulineaux.

Ils sont en grève principalement pour le maintien des 630 postes statutaires à ISIS, s'opposant en cela à la direction qui voudrait en supprimer 500 d'ici quelques années.

Cette restructuration fait partie de la réforme des Services centraux qui prévoit environ 2 000 suppressions de postes et qui, dans l'ensemble d'EDF, va dans le même sens que les réformes de structures qui se succèdent, à la DEGS en particulier.

Pour l'ensemble du personnel, les problèmes sont ou seront semblables. La direction veut «nous avoir» les uns après les autres. Raison de plus pour être solidaires de nos camarades d'ISIS car c'est être solidaires… avec nous-mêmes !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière *EDF-GDF – Issy-les-Moulineaux*

QUAND MÉTÉOR FAIT LE MORT

Mardi 10 juin, Météor, qui faisait des essais de vitesse, en nuit, sur la ligne 4 du métro, s'est planté à la station Château-Rouge. Impossible de le faire redémarrer. Problème d'informatique, paraît-il. Rien n'étant prévu pour faire un attelage avec les trains de la ligne 4, il a fallu que les services techniques bricolent un attelage pour dégager la voie vers 9h du matin. il y a eu quand même ce jour-là une centaine de tours de perdus sur les 386 prévus, pour la plupart à cause de cet incident.

Météor, la vitrine technologique du futur. Pour l'instant, c'est mal parti…

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *RATP réseau ferré*

EXTRAIT CCP ZÉRO

Aux CCP, tout semble avoir été fait pour faire disparaître l'extrait de compte périodique. Depuis quelque temps, les clients le reçoivent de plus en plus irrégulièrement. Maintenant dans les réunions certains cadres nous demandent de pousser pour l'extrait mensuel : si le client veut l'extrait périodique, il n'a qu'à écrire !

Alors à quand les extraits trimestriels, semestriels, annuels et pourquoi pas, pas d'extrait du tout ! Car ils ont du culot, les clients des CCP. Ils déposent leur argent sur leur compte, font des opérations et en plus ils voudraient des comptes. Mais où va-t-on ?

Cette idée de demander des comptes est insoutenable… pour un directeur de La Poste !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *CCP Marseille*

Alcatel-Câble
Salles-du-Gardon (près d'Alès)

DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE AVEC OCCUPATION

Depuis le 11 juin, la grève continue à Alcatel-Câble, aux Salles-du-Gardon près d'Alès, pour lutter contre le licenciement annoncé de plus du tiers de l'effectif de l'usine et pour la défense de l'emploi. Depuis le 11 juin, l'usine est toujours bloquée et nous n'avons pas l'intention de céder. La vie s'est organisée sur le parking de l'usine, sous les tentes et autour des braseros. C'est la vie collective, avec les repas pris en commun, les décisions et activités de chaque jour et les discussions constantes.

Le contact avec nos camarades de toute la région se concrétise par des soutiens financiers, tandis que les commerçants et les paysans continuent à nous fournir en produits alimentaires. La soirée du vendredi 20 juin a été un franc succès, avec un bal qui a rassemblé de nombreux travailleurs d'Alès et des environs.

La direction reste muette, le directeur dit ne représenter que lui-même tant il n'a rien à transmettre. Nous lui faisons comprendre que nous pouvons nous passer complètement de lui. Certains cadres tentent bien de nous diviser mais sans succès.

Jeudi 26 juin était prévu un déplacement à la direction générale, à Paris, car il faut bien qu'elle réponde à notre refus de tout plan social. Nous savons qu'Alcatel peut maintenir tous les emplois aux Salles-du-Gardon et payer : Alcatel s'apprête à investir 3,5 milliards de dollars dans le téléphone mobile pour Skybridge et à s'allier à l'américain Cisco pour se renforcer sur le marché Internet.

Péchiney Aluminium Dunkerque

LA «SUCEUSE» S'EFFONDRE : UN MORT ET DEUX BLESSÉS GRAVES

Jeudi 19 juin, vers 17h à Péchiney Aluminium Dunkerque, la suceuse du quai Péchiney, une machine d'une vingtaine de mètres de haut qui aspire l'alumine et le coke des cales des bateaux pour l'approvisionnement de l'usine, s'est complètement effondrée.

Pour des raisons inexpliquées, la flèche du portique de déchargement est brusquement tombée. 5 personnes de Maintenance travaillaient sur la suceuse. Deux opérateurs sont sortis indemnes de cet amas de ferraille. Malheureusement, un technicien AD, Emmanuel Peralta, âgé de 45 ans et père de trois enfants, a été mortellement blessé. Deux opérateurs d'une entreprise sous-traitante ont été blessés gravement. Ils souffrent de fractures aux jambes et au bassin. Leurs jours ne sont plus en danger.

Dès la connaissance de l'accident, ce fut la consternation et l'émotion dans l'entreprise. Spontanément, le travail cessa dans tous les ateliers. L'équipe de nuit en fit autant et toutes les équipes du vendredi décidèrent de ne pas travailler, malgré les chefs de secteur qui circulaient dans les ateliers pour nous inciter «*à reprendre le travail, tout en comprenant notre émotion*». Pour eux, la mort d'un travailleur compte moins que les objectifs de production.

Comment expliquer la chute de la flèche de la «suceuse»? Tout d'abord, sur le port de Dunkerque, il y a des grues et des portiques de toutes sortes et leur chute est évidemment et heureusement, extrêmement rare. Pendant les opérations de maintenance, les opérateurs ont respecté les règles de sécurité et leur comportement ne peut être mis en cause.

«*L'attitude comportementale*» est souvent un motif utilisé par la direction pour expliquer les nombreux accidents qui se produisent dans l'usine : huit accidents avec blessures ou brûlures entraînant des arrêts de travail, depuis le début de l'année. Bien entendu, la direction se garde bien de mettre en évidence les installations défectueuses et les conditions de travail qui s'aggravent à cause d'une augmentation de la production, de la diminution des effectifs et des économies en tout genre.

Mais d'après les premières constatations à la suite de l'accident, il semblerait que les contrepoids qui permettent l'équilibre de la flèche aient lâché. L'installation serait donc gravement mise en cause. Est-ce un défaut de conception, auquel cas la responsabilité du constructeur serait engagée? Les contrôles techniques et les vérifications en matière de sécurité ont-ils été vraiment effectués scrupuleusement? De toute façon, la direction d'Aluminium Dunkerque doit être garante de la sécurité des machines et des ateliers dans lesquels le personnel travaille. À Aluminium Dunkerque, en décembre 1993, un opérateur est mort écrasé dans une défonteuse de l'atelier du scellement. Le directeur a été condamné à six mois de prison avec sursis et 100000F d'amende. Aujourd'hui, le nouveau directeur et son équipe de direction sont à leur tour sur la sellette et leur responsabilité risque d'être engagée dans ce nouvel accident mortel. Cette usine d'aluminium, la plus moderne d'Europe, a déjà tué deux fois en quatre ans.

Correspondant LO

Rhône-Poulenc Chimie
Pont-de-Claix (Isère)

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS DE LA RESTRUCTURATION!

Rhône-Poulenc se désengage de la chimie car le groupe a besoin d'argent frais pour rembourser les emprunts qui lui ont permis d'acquérir des groupes pharmaceutiques aux États-Unis et en Angleterre (Rorer, etc.). De plus, chaque annonce de restructuration ou de cession d'activités fait monter les actions. Alors, ce qui est bon pour les actionnaires...

À l'usine de Pont-de-Claix, depuis plus d'un an, nous savions que le Chlore-Soude et la Centrale Électricité-Vapeur (CEV) étaient à vendre. Début juin les syndicats étaient convoqués à un comité d'entreprise extraordinaire, où fut annoncé le projet de fusion de ces deux secteurs sous forme de «joint-venture» avec un petit groupe chimique américain, Laroche. Deux filiales indépendantes seraient constituées, une composée du Chlore-Soude, regroupant 172 salariés, et l'autre, la CEV, composée de 51 salariés.

Si sur le site, où travaillent encore 1 600 salariés, il y a d'autres secteurs de production qui n'appartiennent plus en propre à RP, c'est la première fois que le personnel est vendu avec les fabrications. Et c'est ce qui choque et inquiète le plus les travailleurs.

Car la direction a beau envoyer ses cadres tenir des réunions dans les équipes, y compris la nuit, pour dire que nous n'avons pas à nous inquiéter, que nous conserverions en l'état le maximum d'éléments ou des éléments globalement équivalents, elle se garde bien d'écrire que touts les avantages existants seront reconduits et donc maintenus. La direction a d'ailleurs fourni un document dans lequel elle dresse la liste de tous le éléments qui devront être renégociés dans le cadre de la nouvelle société, comme la «retraite maison» dont elle se vantait il y a quelques mois encore dans une brochure distribuée à tous les salariés, et bien sûr tous les accords, locaux ou de groupe, obtenus suite à des luttes, qui vont au-delà de la convention collective.

Dans ce contexte, les organisations syndicales CGT, CFDT et FOD (syndicat démocratique formé par des militants exclus de Force Ouvrière) organisaient une réunion d'information en lieu et place du comité d'établissement extraordinaire qui devait se tenir le 18 juin. Près de 150 travailleurs se retrouvèrent donc pendant deux heures face à une direction qui avait perdu sa langue. Ils se donnèrent rendez-vous le lendemain pour débrayer à l'appel de la CGT et FOD (la CGC, la CFTC et la CFDT prenant position contre toute idée de grève).

Jeudi 19 au soir la grève commençait, des piquets filtrants, composés pour l'essentiel par les militants CGT, étaient en place. La production était arrêtée jusqu'au samedi 21 à midi. 400 travailleurs ont suivi le mot d'ordre, dont une centaine s'est regroupée au rassemblement prévu le vendredi matin.

La CGT a entamé une procédure judiciaire pour retarder le projet patronal, à juste titre. Si du temps est ainsi gagné, il faudra le mettre à profit pour préparer la lutte, qui s'avérera de toute façon indispensable, pour imposer que tout le personnel conserve le même statut salarial, quel que soit le propriétaire des différents ateliers.

Correspondant LO

Moulinex essore les emplois et ramasse des bénéfices

«*Moulinex plébiscité*», c'est le titre du quotidien économique *La Tribune* à l'occasion de la publication des résultats de l'entreprise d'électro-ménager. À la Bourse de Paris, les actions Moulinex ont progressé de 4,6% ce jour-là et le titre a atteint son niveau historique le plus élevé. La raison? Après avoir annoncé de très mauvais résultats, pour justifier le plan de licenciements de juin 1996, Moulinex annonce non plus un déficit, mais un bénéfice net de 29 millions de francs pour l'année. Et cela malgré la réduction de 1,1 milliard de son endettement et les charges exceptionnelles pour licenciements. Pour les années à venir, les «experts» prévoient que le bénéfice serait de 150 à 200 millions de francs.

Du coup on s'arrachait les actions Moulinex à tel point qu'en une séance près de 8% du capital a changé de mains.

Où est passée la «*conjoncture morose*», la «*concurrence acharnée*» qui obligeaient, prétendait la direction de Moulinex, à jeter à la rue 2100 personnes et à fermer plusieurs usines en Normandie, il y a tout juste un an?

Les emplois sont passés à la moulinette, mais les bénéfices étaient gardés au chaud, pour la bonne bouche des actionnaires. Electrolux, Moulinex... les capitalistes de l'électro-ménager mériteraient un bon coup de torchon.

C. B.

À Gravelines (Nord)

FIN DE LA GRÈVE DES COMMUNAUX

La grève des employés communaux de Gravelines (voir *LO* n°1511) commencée le 9 juin contre la volonté du maire, L. Panier, de leur retirer dix-neuf jours de congés exceptionnels et d'annualiser le temps de travail sous prétexte de créer 51 emplois équivalent temps plein, s'est terminé le samedi 21 par un vote en faveur de la reprise. À partir du 1er janvier prochain, les communaux auront 37 jours de congés au lieu de 49 auparavant. L'annualisation du temps de travail se fera au cas par cas. L'équivalent de 50 emplois statutaires en temps plein seront créés. Deux jours de grève seront payés.

Le tournant de la grève s'est produit le mercredi 18 juin avec la décision du tribunal de Dunkerque – saisi par le maire qui voulait obtenir l'ouverture des portes cadenassées – de nommer un médiateur. Cette décision a été prise par les représentants syndicaux, qui dirigeaient le conflit, comme une victoire et le médiateur comme une partie neutre qui proposerait une solution juste.

Le maire obtint ainsi que les portes de la mairie soient ouvertes pour l'ouverture des négociations le jeudi soir. Il en profita pour faire le tour des bâtiments communaux d'une façon provocante. Quant aux négociations, il les fit arrêter dans la nuit lorsqu'il se jugea fatigué.

L'ouverture de la mairie et des divers services le vendredi montra en tout cas la force de la grève puisqu'il n'y eut qu'une petite vingtaine de non-grévistes (sur 380 employés) ce jour-là.

Le soir, coup de théâtre ! Le maire et le médiateur annonçaient que les négociations auraient lieu, non pas à Gravelines, mais à Dunkerque, loin des grévistes. Les représentants syndicaux l'acceptèrent. Le maire proposa 34 jours de congés, le médiateur les 37 jours légaux, plus cinq jours exceptionnels. Finalement, c'est sur la base de 37 jours – soit une perte de 12 jours de congés exceptionnels – qu'un protocole d'accord fut signé dans la nuit par les syndicalistes.

L'assemblée générale du lendemain se prononça à une majorité pour la reprise. Les grévistes sentaient bien que certains chefs syndicaux CGT et CFDT ne voulaient pas continuer la lutte. Cinq votes contre, quarante abstentions marquèrent nettement la désapprobation et l'amertume qu'une telle attitude provoquait parmi les grévistes les plus déterminés, qui pensaient que l'on aurait pu, en poursuivant la grève, faire reculer le maire bien au-delà des termes de l'accord.

CHU (Angers)

MESURES D'AUSTÉRITÉ CONTRE LES CONTRACTUELLES ENCEINTES !

Depuis juin 1996, la direction du CHU (Centre hospitalier universitaire) d'Angers, sous prétexte de restrictions budgétaires, ne renouvelle pas les contrats des contractuelles se déclarant enceintes. Une vingtaine de travailleuses sont touchées, de toutes les catégories : ASH, aides soignantes, auxiliaires de puériculture, infirmières ou secrétaires. Toutes vont de contrats en contrats renouvelés (certaines ont des contrats depuis 6 ans). La direction leur promet une priorité d'embauche à la fin de leur congé maternité mais, évidemment, ce sera fonction des budgets…

Tracts d'information, assemblées générales, tournées de services, interventions de plusieurs syndicats auprès du ministère, délégation auprès de la direction du CHU, démarches auprès de la déléguée du droit des femmes, de la DDASS, articles dans la presse, il a fallu tout cela pour obtenir enfin une réponse du ministère en mai 1997.

Celui-ci désavoue l'attitude de la direction du CHU, au nom du principe défini par le Code du Travail, et selon lequel «*aucune discrimination nuisible à l'exercice d'une profession par une femme enceinte ne doit être opérée par son employeur ou futur employeur*». Il lui demande donc de revoir sa position. Mais il lui offre une porte de sortie, en lui laissant le soin «*de présenter toutes les explication nécessaires* (…) *utiles pour justifier votre décision.*»

La direction continue donc son manège, en expliquant au ministère que ce n'est pas sa faute si le budget est insuffisant. Elle regrette hypocritement les mesures prises, en expliquant que son souci est de préserver l'emploi ! (L'économie réalisée permet de payer 1 ou 2 personnes de plus).

Les protestations continuent donc aussi, sous forme de pétitions qui ont déjà recueilli plus de 1 000 signatures. Car personne ne se fait d'illusions sur un déblocage de crédits supplémentaires par le nouveau ministère, à moins qu'il n'y soit contraint par une grosse colère de la part du personnel hospitalier.

Correspondant LO

DDE de l'Isère

ITINÉRAIRE D'UN DIRECTEUR «DE GAUCHE»

On le savait avant qu'il arrive en mars, le nouveau directeur départemental de l'Équipement était un homme «de gauche», proche du PCF et de la CGT, conseiller technique dans les cabinets des socialistes Quilès et Bianco, tous deux anciens ministres de l'Équipement.

Très rapidement, le nouveau venu se fit remarquer par le zèle qu'il employa à appliquer les directives d'un ministère de droite, celui de Bernard Pons, avant les élections ; directives qui il est vrai ressemblaient à celles des cabinets de gauche auxquels il avait participé. Il faut dire que ce directeur avait été aussi conseiller du ministre marocain des Travaux publics.

Très respectueux des réglementations, ce monsieur rappela les règles de gestion des effectifs. Rigueur oblige, aucun agent ne serait accepté en surnombre, l'effectif autorisé par le ministère serait désormais respecté. Il montra là qu'il savait mieux faire que ses prédécesseurs, bien que pour l'épouse d'un de ses chefs de service, un poste «en surnombre» ait été curieusement trouvé, alors que deux autres agents restaient sur la touche.

Continuant d'appliquer l'austérité, il se fit livrer une Safrane, haut de gamme, climatisée, pensant sans doute au bien-être de son chauffeur. Tout comme il ne disait pas bonjour aux femmes de ménage, peut-être par souci de ne pas les déranger pendant leur travail.

Habile au dialogue social, ce monsieur, qui avait pris des cours dans les cabinets ministériels, promit en guise de réponse à un problème très précis de sécurité soulevé par des agents de travaux, qui réclamaient la pose d'un téléphone dans leur centre, de mettre en place… une étude pour examiner la situation de manière générale…

Pendant la dernière campagne électorale, il envoya des lettres à deux candidates de Lutte Ouvrière travaillant dans l'entreprise, leur reprochant la diffusion d'un bulletin sur lequel figurait l'annonce de leur candidature. Il précisait qu'il contactait les organisations syndicales pour leur «*demander leur avis sur les mesures à prendre pour mettre fin à de tels errements*». Demander aux syndicats de jouer les matons, il fallait être un homme «de gauche» pour l'oser.

Quelques jours après les élections, nous apprenions que ce monsieur, qui avait rappelé «*les droits et les devoirs*» à nos candidats, était appelé à Paris comme conseiller auprès de Gayssot, ministre PC de l'Équipement, et comme directeur de cabinet de la secrétaire d'État au Tourisme.

C'est en toute neutralité qu'il a alors pondu une note d'adieu où il nous incitait tous à continuer «*d'œuvrer*» sans lui et à «*participer au renouveau économique et social auquel aspire chacun*».

Autant dire que son départ au bout de trois mois fut accueilli avec joie par les travailleurs. C'était le seul renouveau que nous attendions de lui. Mais certains espéraient un changement avec le nouveau ministre de l'Équipement, bien des illusions sont tombées en apprenant le nom de son nouveau conseiller.

Correspondant LO

USA – Juin 1947

LA LOI « TAFT-HARTLEY » LIMITAIT LE DROIT SYNDICAL

Le 23 juin 1947, le gouvernement américain à la recherche de moyens juridiques supplémentaires pour mettre au pas les syndicats promulguait la loi Taft-Hartley.

La Guerre froide qui commençait alors avait pour cibles déclarées l'URSS et les Partis Communistes. Mais elle était aussi le prétexte à un cours réactionnaire visant les libertés, en particulier les droits syndicaux et du coup les travailleurs.

De la «chasse aux sorcières» de ces années-là, on connaît surtout les persécutions du maccarthysme, menées à partir de 1950, en particulier celles visant les intellectuels et les artistes. Mais dès 1947, commençait une vaste chasse aux militants ouvriers et une politique visant à reprendre nombre des concessions faites par le patronat américain lors de la montée ouvrière des années 1930.

La période de la guerre mondiale s'était caractérisée, aux États-Unis, à la fois par le plein emploi dû aux gigantesques commandes militaires et par la collaboration affichée de la bureaucratie syndicale, en particulier de sa fraction animée par le Parti Communiste Américain, à «l'effort de guerre». L'après-guerre vit la reprise des revendications ouvrières, alimentées par la crise qui résultait de la reconversion des industries de guerre, par les pénuries et la hausse des prix. La bourgeoisie américaine répondit à ce ralentissement de son économie par le plan Marshall, qui sous le prétexte d'aider les pays d'Europe, lui permettait de s'assurer des débouchés pour ses marchandises et ses capitaux. Mais elle mena en même temps une politique visant à réduire les possibilités de la classe ouvrière de se défendre.

La mise sous tutelle des syndicats

La loi Taft-Hartley, qui fut ainsi baptisée du nom de ses promoteurs, le sénateur républicain Taft et le député Hartley, visait donc à mieux contrôler les syndicats. Ce n'est pas que la bourgeoisie et le gouvernement aient eu beaucoup à craindre des directions syndicales, qui s'étaient intégrées tout naturellement à l'effort de guerre, refusant de se battre contre les privations et la détérioration des conditions de travail qui en résultaient. Néanmoins les syndicats pouvaient être un canal pour l'expression du mécontentement ouvrier.

La loi Taft-Hartley, pour mettre fin à ces possibilités, mettait donc les syndicats en tutelle, sauf dans certains secteurs, comme les transports. Ils perdaient le monopole de l'embauche qu'ils avaient gagné dans certaines entreprises (clause appelée aux États-Unis le «closed shop»), ainsi que la perception automatique des cotisations syndicales. L'État s'octroyait un droit de contrôle absolu sur la gestion, la comptabilité, les élections et les listes de membres des syndicats. Le droit de grève était restreint par le biais de plusieurs mesures : arbitrage obligatoire; préavis allant jusqu'à 80 jours; grève interdite pour modifier ou abroger une loi; grève interdite aux salariés de l'État; grève interdite lorsque le gouvernement estimait qu'elle mettrait en péril la bonne marche du pays. En outre, les syndicats auraient à répondre des grèves sauvages qui se déclencheraient de leur ressort. Il leur était interdit de participer à la vie politique, de soutenir des campagnes électorales. Ils devaient en particulier s'engager à ce qu'aucun de leurs membres n'appartienne au PC ou à une organisation affichant dans ses objectifs la volonté de renverser le gouvernement par la violence. Cela concernait les organisations communistes au sens large, même si pour le PC américain, comme pour ceux des autres pays, un tel objectif n'était qu'un résidu purement formel figurant dans ses statuts. Tout manquement à ces dispositions exposait les syndicats à d'énormes amendes.

Une purge organisée avec la complicité des directions syndicales

Ces mesures soulevèrent des protestations. Les mineurs firent grève. De nombreuses sections locales de l'AFL et du CIO, les deux confédérations nationales, exprimèrent leur refus. Mais les directions syndicales (y compris en leur sein les militants communistes), malgré quelques protestations verbales, ne cherchèrent pas à organiser la résistance et se soumirent. Elles firent signer, en leur sein, des engagements anticommunistes, et donc participèrent à cette «chasse aux sorcières» dans leurs rangs. Dans le CIO, les militants communistes étaient influents. Pourtant, l'opération se fit avec leur approbation. En effet, le PC n'était nullement prêt à mener une politique offensive, à s'appuyer sur la classe ouvrière pour s'opposer à la bourgeoisie. Il était prêt en revanche à tous les arrangements avec la bureaucratie syndicale, qui elle-même était prête à tous les arrangements avec la bourgeoisie. Il allait en payer le prix.

En deux ans, la purge se traduisit par l'exclusion d'un million de syndiqués, sur les quinze millions que comptaient alors les États-Unis. Le CIO exclut onze de ses fédérations. Mais cette bonne volonté des directions syndicales ne fut pas récompensée et le gouvernement multiplia les interdictions de grèves et les procès faits aux militants.

Dans les années qui suivirent, le Parti Communiste Américain perdit l'influence qu'il avait gagnée dans les luttes des années 1930. Les syndicats se trouvèrent affaiblis et déconsidérés. Une large partie de leur activité dans les décennies qui suivirent fut consacrée à contester, sur le terrain juridique, tel ou tel aspect de la loi Taft-Hartley, ou son application dans telle situation précise. Aucun gouvernement n'accepta de l'abolir, même si certains s'y étaient engagés, comme Truman avant sa réélection, même si d'autres s'y disaient opposés, comme Kennedy. Elle fut même renforcée : nationalement par la loi Landrum-Griffin de 1959, qui établissait en particulier la tutelle des fédérations sur les sections syndicales locales et autorisait le ministre du Travail à intervenir en justice s'il estimait que la loi était violée ou «*sur le point*» de l'être; et surtout localement, par la multiplication des législations antiouvrières locales, la loi des différents États l'emportant sur les lois fédérales.

Mais cela n'empêcha pas les luttes ouvrières. Simplement, les grèves furent de plus en plus des grèves sauvages, déclenchées en dehors des syndicats et bien souvent combattues par eux.

Vincent GELAS

On nous communique

Justice pour Mumia Abu Jamal!

À l'issue d'un procès truqué, un ancien militant des Black Panthers, Mumia Abu Jamal, a été condamné à mort. Son exécution, par empoisonnement, devait avoir lieu en août 1995. Une campagne internationale de protestation a obligé les autorités américaines à surseoir à son exécution, mais sa situation reste précaire.

Jusqu'à présent, les autorités judiciaires ont fait obstacle aux différentes tentatives de révision du procès. Les défenseurs de Mumia Abu Jamal exigent que le juge chargé du dossier en soit dessaisi et demandent un nouveau procès, où les quatre témoins qui ont vu un autre homme commettre le crime dont il est accusé soient enfin entendus.

Le collectif national «*Sauvons Mumia Abu Jamal*», qui a reçu le soutien de nombreuses organisations politiques et syndicales françaises, organise le jour de la fête nationale américaine un

Meeting d'informations et de solidarité

vendredi 4 juillet à 19 h 30
à la Bourse du Travail
rue Charlot à Paris
métro République

Participeront à ce meeting Pierre Duterte, militant contre la peine de mort, Jacques Lerouge, ancien condamné à mort libéré, Xavier Donte (Amnesty International), Julia Wright (coordinatrice du comité de soutien aux prisonniers politiques aux États-Unis) et Jean-Jacques Kirkyacharian (MRAP).

Sommet de la Terre

L'état de la planète et le système du profit : UN TRÈS MAUVAIS MÉNAGE

Les dirigeants des puissances capitalistes affectent de temps à autre de se concerter en vue, disent-ils, d'orienter l'avenir de la planète, mais c'est un constat de désillusion et d'impuissance qu'ils sont contraints de faire, malgré la poudre aux yeux qu'ils aimeraient bien pouvoir lancer. Ainsi, cinq ans après le premier « Sommet de la Terre » réuni à Rio de Janeiro à grand renfort de publicité et de cinéma consensuel, force est au « Sommet Rio + 5 », réuni à New York du 23 au 27 juin sous l'égide de l'ONU pour en tirer le bilan, de constater l'échec.

En avant vers le troisième millénaire !

Arc

A Rio, en 1992, une centaine de chefs d'État et de gouvernement, des industriels, une masse d'organisations non gouvernementales et de journalistes, s'étaient rassemblés sous la bannière de la défense de la planète afin de marquer l'intérêt officiel pour une politique de l'« *environnement global* ». Il en était sorti un « *Agenda 21* », programme d'action (!) pour le XXIe siècle, et trois conventions : sur le climat, la désertification et la biodiversité.

Mais l'« *environnement global* » et le « *développement durable* », tartes à la crème officielles, qu'est-ce que cela pouvait bien vouloir dire dans un monde soumis aux appétits financiers fonctionnant dans le court terme, où aucune contrainte ne s'exerce sur les grands trusts mondiaux, de la chimie par exemple, alors que la plupart des phénomènes de dégradation, de désertification, de destruction des forêts, appellent des réponses collectives à l'échelle planétaire ?

Cinq ans plus tard, comme on pouvait en vérité s'y attendre, les engagements pris n'ont pas été tenus, les financements prévus pas versés, les conventions pas appliquées…

Le président de la Commission européenne, Jacques Santer, s'est déclaré « *franchement déçu* » car « *l'avenir de la planète était en jeu* ». Mais, derrière cette « déception » hypocrite, il y a sans aucun doute des enjeux plus sonnants et trébuchants.

Des intérêts capitalistes contradictoires

Ce deuxième « Sommet de la Terre » s'enchaînait sur la réunion du « G8 » à Denver, où les Etats-Unis, soutenus par le Canada et le Japon, venaient de s'opposer à l'Union européenne sur une question d'environnement, en refusant de réduire significativement les émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère. (Celles-ci sont jugées par les experts internationaux – unanimement, à ce qu'il semble – responsables du réchauffement du climat de la Terre, et donc des risques qui en découlent, de relèvement du niveau de la mer, de submersion de terres très peuplées, d'inondations, de cyclones, etc.).

On peut tout de même douter que leurs rivaux européens, eux, les Tony Blair, Chirac, Helmut Kohl, aient une vision plus globale et altruiste de l'avenir de la planète et de l'humanité… Et il n'est sans doute pas inutile de rappeler, à ce propos, que la campagne médiatique de la fin des années 1980 au sujet du fameux « trou » dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique recouvrait, au moins en partie, des oppositions entre trusts capitalistes : des trusts américains comme Du Pont de Nemours et européens comme Atochem, grands pourvoyeurs des fameux gaz à « effet de serre ». Finalement, un accord entre ces intérêts fort peu écologistes fut trouvé, à Montréal en 1987, auquel la Banque mondiale et les dirigeants de l'industrie chimique étaient associés.

L'affaire actuelle est renvoyée pour accord à une conférence sur les climats qui doit avoir lieu en décembre, au Japon. Et ce scénario n'est pas sans rappeler le précédent de Montréal.

La minable couverture verdâtre de l'impérialisme

Les dirigeants de l'impérialisme semblent éprouver, en cette fin du XXe siècle, le besoin de couvrir les méfaits de leur système d'un vague voile de préoccupations envers l'environnement. La Banque mondiale, par exemple, s'est entourée d'une équipe de quelque 200 experts en la matière ; Greenpeace va pouvoir intervenir à la tribune de l'ONU… Mais cela reste évidemment dérisoire et, pour tout dire, bidon. Le souci de l'environnement naturel de l'humanité est, en réalité, tout à fait étranger au fonctionnement même du système capitaliste.

Celui-ci est bâti sur la course au profit d'une minorité qui détient les privilèges de l'argent et, partant, du pouvoir. La grande industrie, enserrée dans ce carcan, a donné au problème séculaire posé par les rapports entre l'homme et la nature une ampleur et une acuité encore jamais vues. On peut, sans aller chercher midi à quatorze heures, relier directement à l'heure actuelle la plupart des grands problèmes de pollutions, pluies acides, marées noires, etc., de destruction de l'environnement comme les déforestations, la désertification ou les dégâts dus à un éventuel « effet de serre » – sans même parler des catastrophes telles que celles de Tchernobyl ou Bhopal – à cette recherche du profit et de la rentabilité capitalistes, à court terme. Sans souci de la société dans son ensemble, cette irresponsabilité générale est celle d'un système économique et social qui ne voit pas plus loin que ses comptes bancaires et n'a cure du futur et des générations à venir.

Pas de solution dans une société sans avenir

Et qui se soucie véritablement, dans le cadre de ce système, de l'environnement des hommes sur la planète Terre ? Certes, quelques militants, quelques scientifiques, quelques associations, de par le monde. Mais une grande partie du mouvement écologiste, qui a fait beaucoup parler de lui dans les années 70, a finalement servi ensuite surtout à alimenter l'idéologie officielle en Occident ; il s'est intégré dans le moule des organismes institutionnels nationaux et internationaux, liés aux appareils de la domination impérialiste.

Et c'était inévitable dans la mesure où il ne visait pas le mal à sa racine, s'en prenant tout au plus à certains symptômes mais sans contester vraiment l'ordre établi.

Le système capitaliste en crise engendre un gâchis humain de plus en plus effrayant et il engendre, en même temps, une destruction de notre environnement de plus en plus sauvage : c'est dans sa logique. Comme le fait que les conséquences de cette destruction prennent des proportions particulièrement catastrophiques dans les pays où la population vit dans la misère par suite du fonctionnement de ce même système.

Évidemment, pour tous ceux qui sont intéressés au maintien de ce système, à un degré ou à un autre, malgré son iniquité, il est plus commode de s'en tenir à peindre en vert quelques institutions, quelques façades, pour camoufler un tant soit peu leurs mesquines ambitions en même temps que les intérêts tout-puissants. Mais tout cela converge dans le sens du replâtrage du désordre établi, celui-ci dût-il mettre en péril, bien réellement, l'avenir de l'humanité.

Christiane LE GUERN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995